

0000-0000-0000-0000

0000-0000-0000-0000

0000-0000-0000-0000

0000-0000-0000-0000

# ***Bulletin d'Information***

## ***Réseau "Aide d'Urgence et Réhabilitation"***

*Numéro 4*

*Tous les documents du Réseau sont publiés en français et anglais*

*Septembre 1995*

---

## Editorial

---

Les questions de responsabilité et de régulation dominent presque l'ordre du jour humanitaire. Cet ordre du jour découle de préoccupations multiples. Les agences qui se consacrent aux urgences n'ont jamais été si nombreuses et le coût de l'aide humanitaire internationale continue de grimper: la réaction internationale suscitée par la crise au Rwanda avait un prix, de 1,2 milliard de dollars US seulement pour la période entre avril et décembre 1994. Ce coût augmente au moment où les budgets pour l'aide humanitaire sont passés au peigne fin comme jamais auparavant: du Congrès à Washington au Sommet de l'Union européenne à Cannes, les politiciens posent des questions assidues.

Ils ne sont, toutefois, pas les seuls à être préoccupés et il ne s'agit pas uniquement d'une question d'argent. Les interventions de l'aide humanitaire exigent des qualités exceptionnelles: les agences et leur personnel doivent faire preuve de sensibilité et de compréhension dans des situations complexes tout en maintenant les meilleures normes professionnelles. On ne peut guère s'imaginer un autre secteur ou domaine professionnel qui gère des budgets aussi vastes et importe autant, à la fois aux pourvoyeurs et aux bénéficiaires de l'aide humanitaire, presque sans aucune réglementation.

Les ONG sont au coeur de ces débats sur la responsabilité et la réglementation. Bien que soumises au regard de plus en plus scrutateur des bailleurs de fonds, elles sont aussi une source primordiale d'innovation, quant à l'élaboration de normes de conduite communes et de mécanismes communs pour leur mise en application. En 1994, le Mouvement international de la Croix Rouge et du Croissant Rouge, en collaboration avec plusieurs ONG, a publié un Code de Conduite en tant que guide pour les interventions de secours. Dans l'avant-propos du Code publié par le RRN, nous avons accueilli favorablement cette orientation vers l'autorégulation et l'établissement de normes aux sein des organisations non-gouvernementales. Nous avons souligné, toutefois, que le véritable objectif serait de convertir ces grands principes, auxquels peu de gens s'opposeraient, en mécanismes spécifiques visant à ce que les programmes de secours répondent à des normes professionnelles élevées.

Au cours de l'année passée, la mise en application du Code de Conduite s'est poursuivie. Dans le présent numéro du *Réseau "Aide d'urgence et réhabilitation"*, nous publions un compte rendu sur des aspects importants pour la gestion et le soutien des agents humanitaires expatriés. Ce compte rendu, commandé par quatre ONG, place la gestion des ressources humaines au centre même du débat sur la qualité des programmes d'aide, et la nécessité d'une meilleure conscience professionnelle dans les interventions humanitaires.

## Dans ce numéro...

### Articles:

#### **Afrique australe: Qu'en est-il de l'atténuation de la sécheresse?**

par Ailsa Holloway 5

#### **Les réfugiés et l'environnement**

par Gill Shepherd 7

#### **Les femmes meurtrières au Rwanda**

par Lindsey Hilsum 11

#### **Les femmes, la guerre et l'intervention humanitaire**

par Kitty Warnock 14

### Actualités:

Projet de budget de l'Union Européenne pour 1996 17

Sommet de Cannes 17

Code de Conduite de EuronAid 18

Code de Conduite de la Croix Rouge 21

Forum du Commonwealth 21

---

Réactions 3

Mise à Jour 22

Stages de Formation 30

Conférences 31

Publications 33

ISSN: 1353 8713

© Overseas Development Institute,  
1995

## Editorial (continuation)

Deux recommandations principales sont faites dans ce compte rendu: l'élaboration d'un code des usages dans les domaines du recrutement et du soutien du personnel, et la création d'un organisme en vue de contrôler et de promouvoir les bons usages en matière de gestion. Il est proposé qu'un Coordinateur inter-agences soit chargé du suivi de ces recommandations. Actuellement, l'attention est portée sur la Grande-Bretagne, mais le champ d'application d'une telle initiative peut être bien plus étendu. Nous serions enchantés de recevoir les commentaires des membres du RRN indiquant leurs connaissances et expérience de la gestion et de l'accréditation du personnel dans les situations d'urgence.

La suite des sujets concernant la responsabilité et les normes est donnée dans le Bulletin d'information, outre une mise à jour du Code de Conduite de la Croix Rouge, des Directives résultant du Forum du Commonwealth pour la politique et les usages corrects à appliquer par les ONG, et un nouveau code sur l'emploi de l'aide alimentaire, établi par EuronAid. Ce code souligne en particulier que l'aide humanitaire devrait servir à promouvoir des objectifs de développement à long terme, et non pas seulement de mesure intérimaire pour répondre à une situation immédiate de crise humanitaire. Ce sujet est approfondi par Penny Jenden de SOS Sahel dans le *Dossier thématique n° 11* qui contient le compte rendu d'un projet novateur sur la sécurité alimentaire à Koisha, dans le sud de l'Ethiopie, une région où sévit une pénurie de vivres chronique. En 1991, le gouvernement éthiopien a lancé une Politique nationale pour les mesures préventives et la planification préalable en

cas de catastrophe, ayant pour but de maximiser le potentiel de développement de l'aide humanitaire. Le *Dossier thématique n° 11* suggère que, malgré l'importance qu'il y aurait à renforcer les liens entre l'aide humanitaire et l'aide au développement dans des régions comme Koisha, l'objectif principal consiste à savoir comment faire face à une pénurie de vivres structurelle due à l'interaction de la détérioration de l'environnement, d'une mauvaise gestion au cours de plusieurs décennies

successives, d'un investissement insuffisant dans la mise en valeur des ressources humaines, et de la croissance démographique. Dans le cadre du sud de l'Ethiopie, la perspective du passage en linéaire d'une aide humanitaire à une aide au développement, est manifestement irréalisable, car ces deux formes d'aide doivent contribuer ensemble à rendre les grandes populations moins vulnérables aux dangers chroniques et aux chocs soudains qui menacent leurs moyens d'existence.

L'objectif de répondre à une crise structurelle est de nouveau abordé dans le *Dossier thématique n° 12* par Joanna Macrae, qui examine les dilemmes de la période transitaire 'après' conflit en s'appuyant sur les expériences acquises dans le secteur de la santé. Dans son article, elle soutient que les définitions habituelles de l'aide à la réhabilitation ne conviennent pas aux périodes 'après' conflit. Elle semble indiquer, en particulier, que les interventions en matière de réhabilitation ont tendance à faire usage des moyens de secours, visant à répondre aux urgences en ravitaillements matériels et aux besoins critiques d'une infrastructure brisée, sans se préoccuper parfois de l'état de crise plus grave des systèmes économiques, politiques et sociaux des communautés affligées par ces conflits. Par conséquent, dans le cas des

### Introduction du Réseau sur le 'Net'

Bon nombre d'entre nous ne savent guère que Internet existe depuis 25 ans. Il y a peu de temps encore, ce réseau était exclusivement réservé aux informaticiens et aux scientifiques très conscients des progrès technologiques. Pour la majorité d'entre nous, cette explosion des possibilités de communication qui semblent illimitées est un phénomène comparativement récent que nous ignorons et reportons à plus tard à nos risques et périls.

Cependant, ceux qui y adhèrent devraient être conscients que cette abondance d'informations dont ils disposent à présent par le biais d'Internet doit être utilisée avec précaution. Le 'Net' n'est pas 'surveillé' et les informations que les particuliers et les organisations choisissent d'introduire dans le réseau ne sont pas nécessairement vraies, simplement parce qu'elles sont affichées sur l'écran.

Ceci dit, c'est un outil sensationnel qui offre d'énormes avantages aux agents humanitaires et aux employés de l'aide au développement dans le monde entier. Le RRN publiera un document au début de l'année 1996 qui servira de guide en matière d'accès, de progiciel, de logiciel et d'utilisation de l'Internet, en particulier concernant le Worldwide Web (WWW), pour l'apport d'une aide humanitaire internationale. Ce document comprendra également un annuaire des principaux services pertinents aux utilisateurs d'aide d'urgence, comme les rapports de situation, les comptes rendus sur les pays et les documents fournis d'avance concernant les conférences des Nations Unies.

En attendant, le RRN a trempé un doigt de pied dans le 'surf' en publiant des renseignements sur les demandes d'inscription, documentation et tarifs d'inscription sur la 'Home Page' de ODI. Vous pouvez accéder à cette page en tapant: <http://www.oneworld.org/odi/>.

services de la santé, une réhabilitation de leur infrastructure endommagée et une disponibilité accrue de vivres ne suffisent pas. Il est nécessaire d'aborder les questions essentielles concernant les ressources humaines et le financement des services de la santé. Mais pour élaborer une politique et un programme de santé de cet ordre, il sera nécessaire de surmonter des restrictions majeures dans les milieux politiques et institutionnels en transition, ainsi que les obstacles présents dans le système de l'aide lui-même.

Quant au rôle des femmes dans les situations d'urgence, Kitty Warnock de l'Institut Panos présente les dernières publications consacrées aux femmes dans les situations d'urgence, en soulignant le manque de sensibilité envers les femmes qui caractérise bon nombre d'opérations d'aide d'urgence. Lindsey Hilsum présente une perspective très différente de la participation des femmes dans les situations de crise. Son article, *Les femmes meurtrières au Rwanda*, remet en question les hypothèses, quant au rôle des femmes en temps de conflit et décrit comment des femmes au Rwanda ont été à la fois victimes et auteurs du génocide.

Egalement dans le Bulletin d'information, Ailsa Holloway, de la Fédération internationale de la Croix Rouge, réexamine la sécheresse de 1992 en Afrique australe et se demande si des leçons ont été retenues de l'action humanitaire réalisée par cette organisation, compte tenu qu'une fois de plus la région traverse une grave période de sécheresse. Gill Shepherd examine l'impact de l'afflux massif de populations sur l'écologie des communautés d'accueil. En prenant pour exemple la Tanzanie qui, récemment, a reçu un nombre important de réfugiés rwandais, elle définit les dangers à court et long termes de ces afflux de populations et propose des mesures d'intervention pratiques en vue d'en atténuer les pires effets.

Dans le Bulletin d'information, nous signalons aussi deux nouveaux développements dans le Réseau même. Suite au récent plongeon du RRN dans le 'surf', les 'surfeurs' de Internet ont à présent accès aux informations concernant le Réseau, les publications et l'adhésion au Réseau par le biais du Worldwide Web (WWW) et nous espérons qu'éventuellement, les publications seront accessibles sur le 'Net' - je vous donne donc rendez-vous sur la plage!

Outre nos Bulletins d'information et Dossiers thématiques habituels, nous incluons dans le présent publipostage un fascicule contenant plusieurs documents présentés lors d'une conférence qui a eu lieu en début d'année en association avec le Département des affaires humanitaires des Nations Unies, le Overseas Development Institute et Actionaid. Ce fascicule contient une série d'articles qui explorent les conséquences de l'instabilité pour l'aide humanitaire et l'aide au développement. Plusieurs activités de suivi sont actuellement projetées et nous informerons nos membres de tout développement à ce sujet.

S'il existe un point commun entre les divers articles et documents qui figurent dans le présent numéro, c'est le fait que le monde dans lequel les ONG et autres agences d'aide humanitaire opèrent devient de plus en plus complexe et exigeant. Les opinions exprimées dans notre présent publipostage suggèrent que bon nombre des hypothèses qui ont été étayées et servies de guide aux interventions de l'aide d'urgence et de l'aide au développement, sont mises à l'essai. Compte tenu que la différence entre l'aide humanitaire et l'aide au développement s'estompe et que le cadre dans lequel les ONG opèrent est de plus en plus encombré, il devient nécessaire aux agences et aux exécutants de s'analyser et de réexaminer leurs objectifs, missions et procédures de gestion. Ils devront également assurer des ressources suffisantes et appropriées afin que l'aide humanitaire maintienne son niveau de qualité. Il faudra de même assurer que l'intervention humanitaire soit soutenue par une action politique qui aborde les causes et pas seulement les symptômes de vulnérabilité. Les ONG et autres exécutants doivent donc s'extérioriser et s'entretenir avec les politiciens, le public et les médias. Il est nécessaire que des alliances stratégiques s'établissent en vue d'encourager l'échange d'informations, de fournir des mécanismes pour la prise de responsabilité et de déterminer les conditions de la politique future: nous espérons que notre présent publipostage ouvrira une fenêtre sur les débats actuels et en occasionnera d'autres.

---

## Réactions

---

**D**ans cette partie, nous offrons à nos membres la possibilité de faire leurs commentaires sur les publications et les Bulletins du Réseau précédents. Les commentaires ayant un intérêt particulier seront généralement communiqués aux auteurs et mentionnés par les rédacteurs dans les publipostages futurs.

Les commentaires reçus depuis notre dernier publipostage proviennent de Word Vision Canada, Frank Riely à l'université de Tulane, et de l'un de nos ONG membres du 'sud' au Burkina Faso.

Linda Tripp, vice-présidente des relations internationales et gouvernementales à World Vision Canada, nous a écrit pour nous informer qu'elle enverrait le Dossier thématique n° 5 intitulé '*Promouvoir la diplomatie préventive après la guerre froide: rôles suggérés pour les gouvernements et les ONG*', rédigé par Kumar Rupesinghe et publié dans notre publipostage de septembre 1994, aux membres du parlement et du gouvernement canadien, afin de les informer de leurs travaux: Jane Stewart, membre du parlement canadien, devait assister à la IIe Conférence des parlementaires dans le monde sur l'appui de l'ONU, ayant lieu au Japon et incluant des débats sur le désarmement et la paix. Jon Legg du Bureau de l'Auditeur général devait participer en effectuant un audit de la contribution du gouvernement canadien au maintien de la paix, en particulier par l'entremise de l'ONU.

Ainsi, les membres du RRN nous sont d'une aide précieuse pour distribuer aux décideurs et dirigeants dans le monde les informations concernant les interventions d'aide d'urgence et de réhabilitation.

Frank Riely de l'université de Tulane, faisant des recherches sur les méthodes de développement dans des situations d'aide humanitaire d'urgence difficiles, nous a envoyé les commentaires suivants:

“Je dois admettre que, peu de temps encore dans cette activité, les documents du RRN accumulaient légèrement de la poussière sur mon étagère. J'en ai évidemment subi les conséquences. En feuilletant vos Bulletins d'information, par exemple, je découvre avec étonnement combien elles renferment de renseignements très utiles. Je suis particulièrement soucieux d'examiner vos Dossiers thématiques n°s 8 et 9 [*Cibler les pauvres dans le Nord de l'Irak: le rôle des méthodes de recherche formelles et informelles dans les opérations d'aide d'urgence et Le développement en conflit: l'expérience d'ACCORD en Ouganda, au Soudan, au Mali et en Angola* - Ed.]. Je vous félicite ainsi que vos collègues pour l'excellente qualité de ces informations. J'attends encore une version internet sur le WWW (pour laquelle vous pourriez fournir

des mots de passe aux adhérents) - [nous sommes en train de le faire ... voir l'encadré dans l'éditorial ! Ed.]

Nous espérons que d'autres membres prendront exemple sur M. Riely et ne laisseront pas la poussière s'accumuler sur la

documentation du RRN. Secouez vos étagères !

Notre troisième communication nous a été envoyée par Aristide Thiombiano, Directeur administratif de l'Association Tin-Tua, organisation pour l'aide humanitaire et le développement basée au Burkina Faso. Il propose deux nouveaux développements pour le Réseau:

- la création éventuelle d'un groupe médiatique au Burkina Faso, qui recueillerait des informations pour les publier dans le Bulletin du RRN et aiderait les membres à prendre conscience des développements dans le pays.
- la mise en place de représentants régionaux/nationaux en vue de mieux promouvoir le Réseau dans le monde, ceci pouvant mener à l'organisation de stages au niveau local. Pour l'avenir, il envisage la création d'un système d'information et de bases de données.

Le RRN est enchanté de ces suggestions. Nous sommes activement en train d'établir des points de contact dans divers pays/régions. Nous aimerions connaître les personnes qui s'occupent de fournir une aide humanitaire et qui sont disposées à faire fonction de point de contact pour leur pays ou région en vue de renforcer les liens avec le RRN et d'accroître le nombre de ses adhérents.

Comme nous le réitérons dans tout le Bulletin d'information, nous prions aussi instamment les membres de nous informer régulièrement des situations d'urgence et des activités d'aide humanitaire dans leur pays ou domaine d'expertise.

**Vos opinions ...** Dans le dernier Bulletin d'information, suite à la suggestion d'un de nos membres, nous avons invité les personnes intéressées à nous envoyer de brefs articles sur des sujets sélectionnés faisant état des expériences et perspectives dans divers pays et régions. En vue de faire du Réseau un véritable forum actif de communication et d'échange d'idées, nous renouvelons notre invitation. Afin d'orienter le débat sur le prochain numéro, voici les sujets sur lesquels nous aimerions nous concentrer:

- Travailler avec l'armée: réflexions du personnel d'exécution
- Projets et programmes conçus pour réinstaller les personnes déplacées dans un même pays
- Coordination des ONG: expérience des consortiums et mécanismes de coordination

Nous serons enchantés de recevoir des articles contenant entre 1500 et 3000 mots, présentés sur disquette ou par courrier électronique, de préférence en Word Perfect 5.1/5.2 (ou sous forme ASCII). Si nous en recevons suffisamment, ils seront édités et compilés en Dossier thématique. Les articles et commentaires sur d'autres sujets seront aussi accueillis avec plaisir. Notre but est de faire participer les personnes qui ont une expérience 'sur le terrain' et à jour de programmes d'aide humanitaire. La mémoire institutionnelle si souvent jugée faible par les agences et les

# Articles

## **Afrique australe: Aide d'urgence en cas de sécheresse, réhabilitation en cas de sécheresse ... Qu'en est-il de l'atténuation de la sécheresse ?**

Ailsa Holloway, Fédération internationale de la Croix Rouge, Harare

**E**n Afrique australe, on se souvient en général de la saison des pluies de 1991/92 qui a fait défaut, et du temps sec qui a suivi, comme "la pire sécheresse de tous les temps". La réaction régionale et internationale qui s'est manifestée en conséquence, a été acclamée à maintes reprises comme la plus réussie de tous les temps. Près de 11 millions de tonnes de vivres ont été importées pour éviter que la famine se propage dans toute la région. Outre ce vaste volume de vivres, l'opération régionale a aussi été considérée efficace pour avoir donné priorité aux besoins non-alimentaires résultant de la sécheresse. Après l'appel lancé par le Bureau des affaires humanitaires (DHA)/Coordination du développement de l'Afrique australe (SADC), le total des approvisionnements alimentaires et non-alimentaires d'urgence reçus s'est élevé à plus de 950 millions de dollars US pour dix pays de l'Afrique australe. En réalité, toutefois, près de 80 pour cent du total des capitaux requis, qui ont été générés par l'appel consolidé de 1992/93, concernaient encore les besoins alimentaires et logistiques ciblés, et moins de 20 pour cent étaient destinés aux opérations portant sur la santé, l'eau et l'agriculture.

Plusieurs leçons ont été retenues pendant l'intervention de 1992/93 en réponse à la sécheresse, qui malheureusement, a de nouveau frappé la plupart des pays d'Afrique australe cette année. Le manque de précipitations lors de la dernière saison des pluies a aujourd'hui une incidence grave sur les récoltes de la région. La production céréalière totale projetée pour les onze pays SADC est estimée à 15,73 millions de tonnes pour 1995/96, soit une baisse de 35 pour cent par rapport à l'année précédente. De plus, bon nombre de pays signalent que les eaux souterraines et les eaux de surface ont atteint des niveaux dangereusement bas, mettant ainsi en péril la santé des populations et du bétail.

Compte tenu de l'approbation générale vis-à-vis de l'intervention de 1992/93 en réponse à la sécheresse, la situation d'urgence de cette année nous permet d'évaluer si les 'enseignements acquis' il y a deux ou trois ans ont effectivement renforcé les capacités d'intervention

nationales. C'est également le moment d'examiner à quel point les mesures prises au cours de l'opération de 1992/93 ont réellement atténué l'impact de la sécheresse de cette année.

### *Meilleure planification préalable pour une réaction éventuelle*

En ce qui concerne les capacités variables dans la planification préalable de la période de sécheresse, pendant les trois années comprises entre 1992 et 1995, trois facteurs doivent être examinés: la rapidité de réaction, la capacité institutionnelle du pays et des agences et les capacités opérationnelles spécifiques dans les secteurs alimentaires et non-alimentaires.

La rapidité de réaction lors de la sécheresse a été affectée par de nombreux facteurs. Bien que l'Afrique australe ait des systèmes de prévision météorologique et agricole avancés, les autorités et les gouvernements ont réagi fort différemment d'un pays à l'autre aux conditions de sécheresse. En décembre 1994, le gouvernement du Lesotho a déclaré un état d'urgence national pour cette raison, tandis que le Zimbabwe n'a fait cette déclaration qu'en juillet 1995 et la Zambie, en août 1995. Par ailleurs, tant qu'un soutien extérieur sera nécessaire pour que les pays et régions réagissent en cas de sécheresse, les actions opérationnelles comme les importations de vivres en particulier, seront entièrement tributaires des dates auxquelles la FAO et le PAM effectuent leurs évaluations des récoltes et des résultats obtenus. En 1992 et en 1995, les résultats pour les récoltes nationales et régionales ont dû être "vérifiés" à l'extérieur avant de pouvoir procéder sérieusement à la mobilisation de l'aide alimentaire.

Malgré cela, cette année, les institutions ont réagi de manière différente par rapport à 1992/93. Le changement le plus notable est que, dans une certaine mesure, la responsabilité générale de la gestion de la sécheresse est passée du niveau régional au niveau national. En 1992/93, la SADC et le DHA ont joué les rôles plus prédominants d'intermédiaire, de coordinateur et de rédacteur de rapports, en raison de l'appui du DHA en faveur de l'appel à l'aide. Bien que la SADC ait lancé un appel international consolidé à Genève en juin 1995, cette année, le processus de mobilisation des ressources s'est principalement déroulé au niveau national, en consultation locale avec les partenaires bilatéraux, multilatéraux et ONG. La priorité donnée initialement par le PAM à Lesotho, au Malawi, au Swaziland et à la Zambie, jugeant que ces pays devaient bénéficier d'une aide à la sécheresse ciblée, a occasionné le lancement à Rome d'opérations d'urgence du PAM pour ces pays, bien avant

que la SADC émette son appel consolidé en 1995.

Le fait que bon nombre des Etats membres de la SADC soient à présent en mesure de faire des appels de fonds et d'assurer une coordination, ce qu'ils ne pouvaient faire il y a trois ans, reflète les améliorations significatives qui ont été apportées à la planification préalable et aux capacités de réaction des institutions. Pendant l'année 1992/93, les gouvernements ont eu du mal à établir des mécanismes pour les bailleurs de fonds et une coordination opérationnelle des ONG d'exécution. Cette année, au Lesotho, en Namibie, au Swaziland et en Zambie, des mécanismes de coordination inter-agences sont mieux établis, ainsi que les procédures de transfert de fonds pour couvrir les frais des ONG et autres frais opérationnels.

Un facteur clé qui est apparu en réorientant au niveau national cette responsabilité de la gestion d'ensemble de la sécheresse, concerne le changement impressionnant qui s'est produit depuis 1992 dans le milieu de l'aide internationale. Aujourd'hui, la plupart des gouvernements d'Afrique australe sont profondément conscients des sévères contraintes auxquelles leurs partenaires internationaux font face en matière de ressources, compte tenu des instabilités politiques et du mouvement des populations déplacées en Afrique centrale et ailleurs. La réponse à la sécheresse en 1995 confirme ce fait, les pays affectés finançant comparativement davantage leurs besoins alimentaires par le biais d'importations commerciales, du financement direct du gouvernement ou à l'aide d'un soutien pour la balance des paiements. En réalité, l'aide alimentaire constitue moins de 60 pour cent de l'appel consolidé de la SADC cette année, contre 80 pour cent en 1992. Même au Lesotho, le pays le plus gravement touché par la sécheresse, qui fait face à un déficit global de 350 000 millions de tonnes de céréales, l'aide alimentaire internationale n'assurera que 44 000 millions de tonnes de céréales et le gouvernement du Lesotho financera 15 000 millions de tonnes supplémentaires. En Namibie, où il est estimé que 163 000 personnes sont sévèrement touchées par la sécheresse, aucune contribution des bailleurs de fonds n'a été annoncée jusqu'à ce jour pour une aide alimentaire ou non-alimentaire.

Bien que bon nombre des pays d'Afrique australe peuvent mieux gérer les insuffisances céréalières, ces améliorations ne se sont pas encore produites dans les secteurs non-alimentaires. Le peu d'attention porté aux domaines de la santé, du redressement agricole et de l'eau, a fortement été critiqué au cours de l'opération de 1992/93, mais les capacités d'urgence dans ces domaines n'ont guère été renforcées. Nous n'en connaissons pas les raisons. Toutefois, il existe des différences bien distinctes entre les interventions alimentaires et non-alimentaires en

cas de sécheresse. Premièrement, à l'inverse des secteurs non-alimentaires, les frais encourus dans l'aide alimentaire d'urgence peuvent être en partie couverts par des fonds extérieurs ou remboursés grâce aux ventes commerciales. En revanche, les secteurs de la santé et de l'eau sont considérés comme des services, dont la responsabilité incombe au gouvernement. Deuxièmement, ils sont classés avant tout comme activités de développement, dont les ressources, dans la plupart des Etats membres SADC, sont insuffisantes, même pour les activités quotidiennes. Troisièmement, du fait que les services inclus dans les secteurs de la santé, de l'eau et de l'agriculture se poursuivent, tant en période de non-urgence qu'en période d'urgence, il est difficile de déterminer quelles sont les activités spécifiquement associées à la sécheresse, en particulier celles qui se déroulent avant que les sévères répercussions sur la santé ou l'économie ne soient signalées dans les groupes en danger. En 1992/93, ce dernier point était nettement apparent dans le secteur de la santé. Lors de l'appel lancé par le DHA et la SADC, bien que le secteur de la santé manquait considérablement de ressources (37 pour cent des besoins financiers étaient couverts), des fonds ont été fournis pour une opération d'urgence seulement après que de graves poussées de choléra et de dysenterie se soient déclarées au Malawi et au Zimbabwe. En 1995, l'appui des bailleurs de fonds pour les secteurs non-alimentaires de toute la région reste faible, bien que 44 pour cent de tous les besoins identifiés dans l'appel consolidé lancé par la SADC soient concentrés dans ces secteurs.

Selon l'optique des gouvernements, le manque d'élasticité programmatique, opérationnelle et financière demeure un obstacle important qui permet mal d'accroître proportionnellement et de remettre au point les activités des secteurs de la santé, de l'eau et de l'agriculture en période de sécheresse. Cette année, comme en 1992/93, de nombreux gouvernements ont l'espoir que les activités associées à la sécheresse dans les secteurs non-alimentaires seront financées de l'extérieur ou soutenues par des ONG.

**.. on prend de plus en plus conscience que la sécheresse cyclique dans cette région et une gestion et conservation plus méthodiques des eaux souterraines et des eaux de surface sont inextricablement liées.**

Ainsi, malgré une amélioration sensible de l'ensemble des capacités pour la planification préalable d'une sécheresse, depuis la "pire sécheresse de tous les temps", ces progrès sont principalement notables dans la gestion des ressources vivrières. Ils font état du souci permanent qui lie "sécheresse" à "vivres", bien que dans les pays d'Afrique australe, la sécheresse a des conséquences hydrologiques, agricoles, économiques et écologiques qui affectent bien d'autres domaines que le ravitaillement et la distribution de vivres. Ce renforcement des capacités pour la planification préalable d'une sécheresse doit être appliqué à d'autres secteurs, si l'on souhaite que les Etats membres SADC gèrent mieux les périodes de sécheresse cyclique.

### ***Qu'en est-il de l'atténuation de la sécheresse?***

Les opérations d'aide humanitaire en réponse à la sécheresse de 1992/93 en Afrique australe sont parmi celles qui ont été les plus évaluées ces derniers temps: au moins 17 évaluations bilatérales, multilatérales et ONG ont été effectuées. De plus, suite à ces opérations, un certain nombre d'ateliers régionaux et nationaux ont été organisés en vue d'en extraire les enseignements utiles et de procéder aux activités qui réduiraient l'impact des périodes de sécheresse à venir. Citons en exemple l'initiative à suivre du groupe Oxford Food Studies qui, avec le service de conseil technique en matière de sécurité alimentaire de la SADC, se charge activement d'institutionnaliser des stages de formation portant sur la sécurité alimentaire soutenable dans les Etats membres de la SADC.

L'atténuation de la sécheresse est une initiative à long terme et plurisectorielle. Elle a des conséquences dans des domaines de grande envergure, dont une meilleure gestion des ressources hydro-électriques visant à protéger les activités industrielles des pays contre l'impact des périodes de sécheresse cyclique. Mais elle a également des conséquences dans des domaines de petite envergure, qui consistent principalement à assurer la sécurité des vivres et du bétail des agriculteurs de subsistance dans les régions semi-arides.

Dans ce contexte, on a remarqué qu'il existait une différence importante entre les conséquences de la sécheresse de 1991/92 et celle de 1994/95 dans le secteur de l'eau. L'intervention en réponse à la sécheresse de 1992/93 était principalement une opération de ravitaillement en vivres soutenue de l'extérieur. Trois ans plus tard, on prend de plus en plus conscience que la sécheresse cyclique dans cette région et une gestion et conservation plus méthodiques des eaux souterraines et des eaux de surface sont inextricablement liées. Actuellement, certains points suscitent des inquiétudes: le taux de réalimentation des nappes aquifères, l'approvisionnement en eau des barrages et la profondeur

à laquelle les trous de sonde doivent être creusés en vue de faire durer les approvisionnements en eau lorsque les niveaux de la nappe phréatique baissent. Dans une région où la sécurité alimentaire est, depuis bien longtemps, tributaire d'une agriculture nourrie par les pluies, cette prise de conscience est une phase essentielle de l'intégration de mesures d'atténuation de la sécheresse dans les programmes en cours concernant l'eau, l'agriculture et l'environnement. Il est regrettable que cette prise de conscience ne soit pas encore mise en pratique dans les communautés continuellement frappées par la sécheresse. Cependant, dans les pays comme l'Inde, l'expérience montre qu'une atténuation efficace et soutenable de la sécheresse se réalise par étapes et dans le cadre du développement. Les sécheresses de 1991/92 et de 1994/95 ont transmis un message de force aux peuples de l'Afrique australe, à savoir que le manque de précipitations dans cette région est une réalité aux multiples conséquences.

Cette année, l'opération d'aide en période de sécheresse offre l'opportunité d'organiser l'aide alimentaire et le rétablissement des ressources agricoles sans se restreindre aux pratiques antérieures. Contrairement à 1992/93, on espère que cette année l'appui des bailleurs de fonds accordera une plus grande priorité aux efforts gouvernementaux et non-gouvernementaux, qui favorisent l'atténuation soutenable de la sécheresse dans le secteur de l'eau et dans les autres secteurs non-alimentaires. Il est grand temps que cette atténuation se produise.

---

## **L'impact des réfugiés sur l'environnement et réactions appropriées**

Gill Shepherd, Programme sylvicole, ODI

**P**our les populations rurales des pays en développement, le milieu naturel est étroitement lié au bien-être économique. Les populations dépendent de leur milieu environnant pour leur approvisionnement en eau, leurs vivres, leur abri et leur produits médicinaux. Les afflux de réfugiés accentuent les problèmes 'verts' habituels de l'environnement, c'est-à-dire, les problèmes associés à la surexploitation des ressources rurales naturelles, dûs à la pauvreté, à la croissance démographique, aux droits de propriété insignifiants et à une gestion mal appropriée.

### ***L'impact des réfugiés sur l'environnement***

Les populations de réfugiés s'établissent souvent dans les zones écologiquement vulnérables. En Afrique, les réfugiés se sont donc habituellement établis dans des zones agricoles semi-arides non intégrées, ou (comme dans le cas des Rwandais au Zaïre) à proximité de parcs nationaux ou de réserves forestières. Les camps de

réfugiés ont tendance à être de grande taille pour des raisons à la fois logistiques et politiques. Ces grands camps sont plus nuisibles à l'environnement que si plusieurs camps bien plus petits étaient formés, regroupant le même nombre total de réfugiés. En outre, les réfugiés doivent souvent rester dans leur pays d'asile pour des périodes prolongées, et l'impact sur l'environnement aux alentours des camps peut être de plus longue durée. Quant aux sites uniques, comme le parc national de Virunga, au Zaïre, il se peut que l'impact des réfugiés sur l'environnement soit irréversible.

### ***L'impact de la détérioration de l'environnement sur les réfugiés et les populations affectées par les réfugiés***

La détérioration de l'environnement affecte profondément les réfugiés. La pauvre qualité de l'eau afflige la santé d'un grand nombre d'habitants, dans des circonstances où les maladies infectieuses sont fort susceptibles de se propager rapidement. Le déboisement oblige peu à peu les femmes et les enfants à s'enfoncer toujours plus loin dans les bois, ce qui met les femmes en danger d'être attaquées physiquement. Il se peut que les enfants soient obligés de manquer l'école pour les aider; le temps de cuisson est réduit et l'eau potable n'est pas bouillie. Les réfugiés sont peut-être obligés de vendre une partie de leur rations afin de se procurer des combustibles pour cuire ce qui leur reste. Les risques de malnutrition en sont donc accrus.

Les populations d'accueil connaissent aussi une détérioration de la qualité de leur environnement, de sorte que les matériaux et les fournitures habituellement disponibles pour la construction, la consommation et les combustibles sont en manque et le prix des combustibles et des vivres dans les marchés locaux augmente. Des tensions en résultent inévitablement, car actuellement une grande partie des frais causés par l'arrivée de réfugiés dans leur région est imposée aux populations d'accueil, sans qu'elles soient remboursées dans l'immédiat.

### ***Leçons à retenir de l'impact sur l'environnement des camps de réfugiés rwandais à Ngara et Kivu***

Trouver la meilleure façon de résoudre l'impact sur l'environnement des réfugiés est une question que la crise au Rwanda a placée sous le microscope, en raison de l'importance écologique des zones vers lesquelles bon nombre de réfugiés ont dû fuir. Le HCR, en particulier, réexamine actuellement sa manière d'y répondre.

### ***Taux de déboisement***

En tout, 524 000 personnes ont fui à Benaco dans la région de Ngara, pour former ce qui est à présent la deuxième plus grande 'ville' en Tanzanie, après Dar-es-Salaam. Au cours des six premiers mois jusqu'en novembre 1994, les ressources arbustives à une distance

de 5 km des quatre camps de Ngara ont pratiquement été consommées. En juin 1995, le rayon normal pour se procurer des combustibles était de 10 km ou plus à partir du point central indicatif. Ceci représente un dépeuplement du bois de chauffage à une allure très rapide. Dans le nord du Kivu, 850 000 réfugiés dans quatre camps se trouvent à une courte distance à pied du parc national de Virunga et bon nombre d'entre eux s'y rendent chaque jour pour ramasser du bois de chauffage.

### ***Estimations par habitant de la consommation de bois de chauffage***

Les premières estimations du HCR du taux de consommation par habitant étaient excessivement faibles. La meilleure étude effectuée (ERM 1994) <sup>1</sup> a révélé de tels écarts dans les évaluations de la consommation de bois de chauffage par habitant (allant de 5,86 kg/personne/jour à 0,22kg/personne/jour) que le HCR a décidé de mener sa propre enquête. Il a découvert que chaque habitant de la région de Ngara consommait chaque jour 2,32 kg de bois, et dans les environs de Karagwe où les ressources n'étaient pas aussi abondantes, 1,18 kg, soit en moyenne, 1,75 kg. Ce volume dans les camps atteignait 2,23 kg dans la grappe de réfugiés au nord, et 3,06 kg dans celle au sud, soit en moyenne, 2,64 kg.

Si l'on prend un volume moyen de 2,6 kg, un taux de gravité spécifique de 850 kg: 1m<sup>3</sup> (basé sur les calculs de ERM/CARE) et un nombre de 524 000 réfugiés dans la région de Benaco, 1 603 m<sup>3</sup> de bois par jour sont nécessaires, soit 585 095 m<sup>3</sup> par an. L'augmentation de la consommation en moyenne par an est probablement de 1m<sup>3</sup> par hectare, par conséquent, les absorptions soutenables devraient répartir la demande des réfugiés sur 585 095 ha ou 5 851 km<sup>2</sup>. Si cette région était un cercle (la structure de la consommation de bois de chauffage aux alentours des agglomérations) avec ces 524 000 réfugiés en son centre, le rayon devrait être au moins de 43 km pour une absorption soutenable. En réalité, toute cette consommation est concentrée sur un rayon de 5 à 10 km. Ces chiffres ne tiennent aucun compte des besoins des populations locales qui vivaient dans la région avant l'arrivée des réfugiés.

### ***Solutions***

Il existe diverses solutions à court et à long termes pour répondre aux besoins d'approvisionnement en bois de chauffage de cette envergure, solutions que proposent les agences qui s'occupent des camps, dont le HCR, et des consultants. Ces solutions sont présentées dans le tableau à la page 10, par ordre prioritaire d'urgence et d'utilité.

Le besoin le plus urgent consiste à maintenir le volume de consommation de bois par habitant à un niveau peu élevé, et de faire en sorte que des combustibles sont disponibles

sur une grande superficie et proviennent de sources différentes, de manière que les réfugiés n'endommagent pas de façon irréversible les lieux dans la périphérie immédiate des camps.

En ce qui concerne la demande, la meilleure façon de réduire la consommation de combustibles par habitant est de leur fournir des vivres qui cuisent rapidement. Le maïs sous forme de farine, plutôt que le maïs entier sec pour le 'pop-corn', par exemple, nécessite un temps de cuisson six à huit fois supérieur. Il est théoriquement possible d'économiser des combustibles en se servant également de fourneaux à meilleur rendement, bien que par le passé les programmes concernant les fourneaux n'ont guère remporté de succès. Un moyen technologique bien plus simple, qui réduit grandement la consommation de combustibles et le temps de cuisson, consiste à fournir de grands couvercles de casseroles plats aux réfugiés pour couvrir la nourriture et l'eau qui chauffent à petits bouillons (dans le cas des réfugiés au Rwanda, la haute altitude a contribué à la grande consommation de combustibles. Le temps de cuisson est bien plus lent sur les hautes terres, car le point d'ébullition de l'eau est moins élevé).

Quant à l'approvisionnement, la façon la plus simple de réduire l'impact des réfugiés (bien que ceci ne soit souvent pas possible sur le plan politique) est d'établir un grand nombre de petits camps, plutôt qu'un tout petit nombre de grands camps, de sorte que la collecte du bois de chauffage est automatiquement répartie sur une plus grande superficie. Si ceci n'est pas possible, il est alors primordial que les agences désignent des peuplements forestiers naturels ou des plantations et fassent livrer du bois de chauffage aux camps. Au fil du temps, d'autres sources de combustibles peuvent être également désignées, comme, par exemple, en Tanzanie, la tourbe et les roseaux de papyrus. Diverses autres options (le kérosène, le charbon, les briquettes, les cuisinières à énergie solaire, les fourneaux) ne sont pas appropriées dans ce contexte pour les raisons figurant dans le diagramme. Parallèlement, les arbres de valeur qui se trouvent aux alentours des camps (de même que les cours d'eau, les grands arbres parasols, etc.) peuvent être marqués à la peinture blanche comme ne devant pas être abattus.

Un autre domaine qui nécessite d'être examiné rapidement, du point de vue écologique, concerne le besoin en poteaux et bois de construction. Les abris des réfugiés actuels comportent des recouvrements en polyéthylène, mais aucun support en bois. Ils doivent être fabriqués à partir du bois disponible aux alentours. Mais les agences sont aussi en partie responsables. Le HCR (1994) fait remarquer que les agences d'exécution ont fait couper, à une distance pouvant être parcourue en camion,

des dizaines de milliers de poteaux destinés aux trous des latrines, aux cliniques, etc. Les tentes, à des fins officielles, et la fourniture de poteaux de tentes devraient faire partie des responsabilités des agences vis-à-vis d'une situation de réfugiés.

A plus longue échéance, trois autres actions doivent être prises. Premièrement, dans les zones affectées par les réfugiés, une priorité devrait être accordée aux programmes de plantations forestières en collaboration avec les villageois locaux et le reste des réfugiés.

Deuxièmement, et ceci concerne davantage la régénération de l'environnement dans les situations de réfugiés à venir que dans les situations actuelles, des bases de données pour les pays d'Afrique et d'ailleurs susceptibles de connaître éventuellement une crise de réfugiés, doivent être établies afin de documenter les zones contenant d'amples réserves (s'il y a lieu) de bois de chauffage pour les besoins futurs, les zones frontalières de chaque pays qui conviennent le moins à l'établissement de camps de réfugiés et celles qui doivent être évitées à tout prix.

#### ***Réaction du HCR projetée pour l'avenir***

En 1995, un Groupe de travail interne a été formé en vue d'examiner la politique actuelle du HCR et son application pratique en matière d'environnement. Le rapport final du Groupe (un document interne datant de juillet 1995) regroupe ses principales préoccupations concernant les présentes lacunes, comme suit:

***Préoccupations conceptuelles:*** la gestion écologiquement rationnelle est considérée comme secondaire par rapport aux besoins physiques et sociaux des réfugiés, plutôt que faisant partie intégrale de ces besoins. La réhabilitation de l'environnement est estimée être la tâche d'autres organisations.

***Préoccupations techniques:*** aucun encadrement précis n'a été élaboré afin que les options techniques convenant le mieux à chaque situation puissent être sélectionnées.

***Préoccupations institutionnelles:*** aucun projet, ni aucune politique précis(e) et détaillé(e) afférent(e) à l'environnement n'a été élaboré(e).

***Préoccupations opérationnelles:*** les questions se rapportant à l'environnement ne sont pas systématiquement intégrées aux programmes d'aide aux réfugiés du HCR.

Le Groupe de travail propose qu'à l'avenir, une planification plus efficace de l'environnement dans le cadre des camps de réfugiés devrait constituer une tâche *prioritaire* du HCR et des gouvernements d'accueil; que

les réfugiés et les populations locales participent à cette planification de l'environnement dans tous les projets introduits; qu'il existe une coordination avec les autres institutions de l'ONU et les ONG internationales et que les fonds de développement soient disponibles lorsque les dégâts écologiques sont étendus.

Toutes choses égales d'ailleurs, mieux vaut prévenir la détérioration de l'environnement que la guérir, et dans bon nombre de cas, ceci revient également moins cher, à condition que les frais écologiques aient été intériorisés par le HCR. Il faut donc accorder à l'environnement dans la programmation courante la même priorité qu'à l'eau, la santé et la nutrition. Sur le plan opérationnel, ceci signifie qu'une plus grande priorité doit être accordée à l'environnement dans deux phases importantes:

- Pendant la phase d'urgence, des décisions fondamentales, comme la sélection et la disposition d'un site, doivent être prises en tenant compte des aspects écologiques, et l'équipe d'urgence doit intégrer ces compétences.
- Pendant la phase de 'soin et entretien', les éléments écologiques doivent être intégrés à sa programmation et mise en oeuvre, et des conseils doivent être fournis sur la manière d'y parvenir.

Le Groupe de travail énonce trois options pour l'avenir:

*L'option sans changement.* Le HCR continuerait d'appliquer les mesures de circonstance en matière d'environnement comme par le passé. Le Groupe de travail considère cette option déraisonnable et laisse entendre qu'il risque de nuire à sa crédibilité auprès des gouvernements d'accueil.

*L'option double.* Le HCR se concentrerait seulement sur deux activités: le ravitaillement en combustibles pour les réfugiés et un programme de régénération de l'environnement dans le but de réunir des fonds d'aide au développement pour la réhabilitation des régions affectées par les réfugiés.

*L'option d'intégration.* Cette option permettrait de mettre en oeuvre: des mesures préventives pendant la phase d'urgence, comme la planification écologiquement rationnelle des sites; des mesures pratiques de construction modifiées et une meilleure durabilité des logements des réfugiés; la participation des réfugiés et de la communauté locale dans la planification; l'approvisionnement en combustibles; l'exploitation contrôlée du bois de chauffage

<b>Camps de réfugiés: solutions possibles au problème des besoins en bois de chauffage et de la détérioration de l'environnement</b>	Approvisionnement en combustibles et protection des ressources	Protection des ressources seulement
--	--	-------------------------------------

	Court terme	Long terme	Court terme	Long terme
1ère préparation des aliments afin de les cuire plus rapidement et d'économiser des combustibles	*	*		
Camps plus petits	*	*		
Fourniture de couvercles de casseroles	*	*		
Désignation et transport des nouvelles sources de bois de chauffage plus éloignées (forêts naturelles + bosquets)	*	*		
Autres combustibles (Tourbe, papyrus)	*	*		
Rotation des ressources en bois de chauffage		*		
Boisement et reboisement		*		
Marquage par les responsables des arbres à proximité des camps qui peuvent être abattus			*	*
Fourniture de tentes/poteaux pour les camps				*
Carte de fragilité des camps				*
Kérosène	Le kérosène est une substance trop dangereuse et onéreuse. Des fourneaux spéciaux seraient nécessaires.			
Charbon	La fabrication du charbon cause des pertes inutiles du bois disponible sur les lieux, interrompt la livraison d'autres combustibles s'ils sont achetés dans des marchés éloignés.			
Briquettes	Ne doivent pas être fabriquées à partir des résidus agricoles, dont les agriculteurs ont besoin pour nourrir leurs animaux et fertiliser leurs sols.			
Cuisinières à énergie solaire	En cours d'essai. Guère adaptables peut-être aux façons de cuisiner dans la région. Nécessitant peut-être d'être sans cesse bougées en fonction de la position du soleil.			
Fourneaux économiques	Les fourneaux dans le Ngara n'ont permis aucune économie de combustibles - constatation habituelle dans les zones rurales. Les femmes préfèrent faire bouillir plus d'eau et font de la meilleure cuisine avec la chaleur 'supplémentaire' qui s'en dégage. Bien d'autres combustibles sont de toute façon employés pour l'éclairage, le chauffage et les feux autour desquels se rassemblent les villageois. Les fourneaux sont onéreux et doivent toujours être adaptés aux aliments/ustensiles locaux. Un fourneau d'urgence universel du HCR n'est pas une solution.			

dans les forêts et le reboisement; l'introduction et la distribution de fourneaux économiques, de moulins pour moudre les graines de céréales; des stages de formation sur l'environnement, l'éducation et la sensibilisation des réfugiés et la régénération de l'environnement après leur

rapatriement. Un Guide sur l'environnement facile à consulter serait publié en vue de fournir des conseils pratiques dans tous ces domaines.

En mettant en parallèle les deux dernières options, le

groupe de travail conclut que *l'intégration* non seulement répond plus étroitement aux conditions des critères environnementaux convenus sur le plan international et est l'option la plus raisonnable, mais qu'elle est aussi plus économique. En vue des constatations faites sur la crise au Rwanda, il serait peut-être nécessaire de modifier certains points de *l'intégration*, mais il ne fait aucun doute qu'elle est la meilleure option à considérer.

Pour l'un ou l'autre des scénarios, les dépenses pour l'environnement doivent être budgétisées dans le Programme général, autrement elles continueront d'être considérées une 'frivolité' plutôt que faisant partie intégrale des activités du HCR.

<sup>1</sup> ERM 1994 *Afflux de réfugiés dans les régions du Ngara et de Karagwe, Tanzanie. Evaluation de l'impact sur l'environnement, novembre 1994.* ERM pour : Care International et Overseas Development Administration.

## Les femmes meurtrières au Rwanda

Lindsey Hilsum

**I** l semble y avoir à présent des indications que des femmes se trouvaient parmi ceux qui ont participé aux meurtres de plus de 500 000 Tutsi pendant le génocide qui a eu lieu au Rwanda l'année dernière.

Compte tenu que 2 millions de réfugiés Hutu vivent encore hors des frontières du Rwanda (bien que les événements récents au Zaïre obligeront peut-être certains à s'en retourner au cours des semaines qui suivent) et de la crainte d'être châtiés par leurs voisins tutsi, les démarches permettant de traduire en justice ceux qui sont impliqués dans le génocide, se déroulent lentement.

Angeline Mukandutiye est une réfugiée rwandaise qui vit avec son mari et leurs cinq enfants dans une petite hutte de fortune dans le camp de Katala au nord de la ville zaïroise de Goma. Elle était employée par une ONG d'aide humanitaire internationale dans leur programme de soutien aux personnes dans le camp traumatisées par la guerre.

Au Rwanda, elle avait exercé la profession d'inspectrice d'école primaire. Selon l'opinion des agents d'aide humanitaire, elle était une réfugiée francophone, de classe moyenne, et ayant reçu une éducation comme tant d'autres. Mais ils n'avaient pas fait leurs enquêtes. Mukandutiye est l'une des femmes les plus recherchées au Rwanda.

En collaboration avec son amie conseillère locale, Odette Nyirabagenzi, Mukandutiye est accusée d'avoir organisé

la milice à Rugenge, au centre de Kigali. Les deux femmes étaient à la tête de membres locaux appartenant à l'un des partis politiques qui a projeté les massacres de Tutsi en 1994 et l'opposition hutu. Des témoins affirment qu'elles sont apparues plusieurs fois aux deux églises où se cachaient des Tutsi.

"J'ai vu Angeline venir avec Odette à l'église St Paul," a déclaré Gorette Rubanguru, bibliothécaire, qui se cachait dans l'église avec sa soeur. "Elles ont dit que la milice devrait tuer les Tutsi, les éliminer. Elles avaient une liste et elles ont appelé les noms de ceux qui devaient mourir."

Mukandutiye a refusé de se soumettre aux accusations de ceux qui affirment l'avoir vu diriger les meurtriers: "Je veux répondre à ces accusations," affirme-t-elle. "J'ai la conscience tranquille. Si ces gens se cachaient, comment pouvaient-ils voir ce qu'il se passait? De toute manière, j'étais chez moi tout le temps."

Mukandutiye a nié avoir organisé la milice, déclarant que les accusations avaient été orchestrées par des rivaux politiques. "J'étais membre du parti politique de l'ancien Président et j'étais de sa région. Toutes ces accusations sont faites par mes adversaires politiques." En fait, Mukandutiye est Tutsi, et faisait partie des quelques Tutsi qui se sont joints à l'établissement politique à majorité hutu. Elle déclarait comprendre la raison pour laquelle la milice avait tué les Tutsi après que le président, le 'père' du peuple ait été tué. "Après que le père ait été tué, les enfants ont réagi," expliqua-t-elle. Bien trop heureuse de répondre à des questions, Angeline a refusé d'être prise en photo.

La ONG a renvoyé Mukandutiye lorsqu'un journaliste les a informés des témoignages établis contre elle. Mais le fait qu'ils l'aient tout de même employée sans poser de questions confirme des hypothèses fondamentales, à savoir, que les femmes ne tuent pas, nous en sommes convaincus. Les femmes, en particulier les femmes africaines, sont par définition d'innocentes victimes. Confronté au fait qu'il travaille tout de même à Goma, un employé d'aide humanitaire a déclaré: "Mais la plupart des gens dans le camp ne sont pas des meurtriers, ce sont des femmes et des enfants."

Il est maintenant bien établi que les massacres de plus d'un demi-million de personnes au Rwanda n'étaient pas des actions de sauvagerie effectuées au hasard, mais qu'il s'agissait d'un plan exécuté par le gouvernement à ce moment-là et les chefs de la milice en vue d'éliminer la minorité constituée de Tutsi et toute opposition politique. Il est moins bien établi que des femmes, considérées habituellement comme les victimes des conflits en Afrique, étaient impliquées à tous les niveaux: la planification, l'organisation, la désignation des victimes et

même l'assassinat de leurs propres mains.

Jeanne Umurerwa pleure tout d'abord de chagrin, puis de colère lorsqu'elle parle de son fils âgé de douze ans, Christian. Le jour où les miliciens l'ont entraîné de force hors de la maison et l'ont tué, elle était tapi de terreur dans l'arrière-cour. De cet endroit, elle pouvait voir une voiture dans laquelle se trouvait une silhouette familière qui dirigeait les tueurs.

“Elle portait un uniforme de soldat. Elle a envoyé la milice. Elle donnait des ordres. Je la tiens, ainsi que son fils Chalom, responsables de la mort de mon fils Christian”. Cette femme qui, affirme Jeanne, est responsable du meurtre de Christian, le 22 avril 1994, s'appelle Paulina Nyiramasuhuko, à cette époque Ministre de la Famille et des Femmes au Rwanda. Elle vivrait apparemment à présent dans une maison confortable située dans la ville de Bukavu au Zaïre et travaillerait dans un camp local chargée de diriger son programme de services sociaux. Il est aussi établi que Odette Nyirabagenzi est à Bukavu.

**“Elle portait un uniforme de soldat. Elle a envoyé la milice. Elle donnait les ordres.”**

Des témoins déclarent qu'elle et son fils ont conduit la milice dans la deuxième ville du pays, Butare, où près d'une centaine de milliers de gens ont été tués au cours du génocide de l'année dernière.

Grace Hagenimana, petite propriétaire paysanne de Runyinya dans les collines à l'ouest de Butare, se souvient de Paulina Nyiramasuhuko. Après que l'avion qui transportait le Président du Rwanda ait été abattu, le 6 avril 1994, des personnes appartenant à la majorité ethnique hutu ont commencé à incendier des maisons tutsi à Runyinya. Le Président était Hutu et la radio a annoncé à la population qu'une armée guérilla, le Front patriotique rwandais, dirigée par des Tutsi, était responsable de la mort du Président. Les voisins Hutu ont mis le feu à la maison de Grace, et elle s'est donc réfugiée avec d'autres Tutsi dans le bureau du conseil municipal local. Puis Madame le Ministre y a rendu visite.

“Je l'ai vu dans une voiture escortée par la police.” a expliqué Grace. “Le maire avait mis en prison tous ceux qui voulaient tuer des gens, mais elle a déclaré qu'ils devaient être libérés. Elle a annoncé: “Vous devez commencer votre travail, vous devez aller à la chasse à l'ennemi.” Les gens se sont alors emparés de machettes et la police qui nous avait surveillé jusque'ici a commencé

à nous tuer.”

Grace et ses quatre enfants ont fui au moment où la police a commencé de tirer sur les pauvres Tutsi et de les abattre à coups de machette. Dans l'affolement qui s'en suivit, elle a perdu son mari qui, elle présume, a été tué. Mais ce n'était pas la dernière fois qu'elle a vu Paulina Nyiramasuhuko. Lorsqu'elle est arrivée à Butare, Grace s'est rendue dans les bureaux provinciaux où elle a trouvé des centaines d'autres Tutsi qui espéraient échapper à la terreur, parmi eux, Mathilde Nyiramana. Mathilde reprend le récit.

“Vous savez, Nyiramasuhuko était très intelligente. Elle ne voulait pas être vue la journée et sortait donc la nuit. Sa milice et elle apportaient des torches et cherchaient parmi le gens en pointant le faisceau des torches sur nos visages. Nous prétendions être endormis et ils soulevaient nos têtes pour voir qui nous étions. Lorsqu'ils soulevaient ma tête, mon bébé pleurait beaucoup.” D'après Mathilde et Grace, la milice sortait de force et tuait tout Tutsi qui avait reçu une éducation et qui portait des chaussures - les agriculteurs comme elle étaient épargnés, mais les quatre frères de Mathilde ont été tués.

La terreur que Mathilde et Grace avaient survécue les a rapproché. La soeur de Mathilde, Marguerite, est enseignante et gagne un salaire de 200 francs par mois, et les trois femmes vivent à présent dans un deux-pièces à Butare et ont du mal à élever neuf enfants. Quatre d'entre eux appartiennent à Grace, quatre à Mathilde et aux frères de Marguerite et le dernier qui est un orphelin qu'elles ont ramassé dans la rue. Tous les autres membres de leurs familles ont été tués et personne n'aide ces femmes à refaire leurs vies.

Le Ministre actuel pour la Famille et les Femmes au Rwanda, Aloisie Inyumba, est membre du Front patriotique rwandais, l'armée guérilla qui a vaincu l'ancien régime en juillet dernier. Elle affirme avoir été choquée d'apprendre que des femmes avaient participé au génocide. “Je ne pouvais pas le croire, car notre culture a toujours tant respecté les femmes et elles ont une valeur morale pour les enfants. Ceci m'a montré à quel niveau abject la dégénérescence morale de notre pays est tombée,” a-t-elle déclarée.

Le génocide au Rwanda a été méticuleusement préparé et exécuté par des extrémistes Hutu qui voulaient exterminer les Tutsi. La jalousie entre les femmes a constitué un élément clé de la propagande. Bien que les Hutu et les Tutsi ne soient pas au sens propre des tribus distinctes, l'opinion court que, dans la culture rwandaise, les femmes Tutsi sont plus belles. Il n'est pas inhabituel pour un homme Hutu haut placé de prendre une femme Tutsi pour maîtresse, surnommée le “deuxième bureau”,

pour lui tenir compagnie après le travail. Les femmes Tutsi provenant souvent de familles aisées et ayant fait des études à l'étranger, les organisations internationales en employaient un nombre disproportionné en tant que secrétaires. Les hommes étrangers, attirés par la silhouette svelte de la femme Tutsi stéréotype, les préféraient aux Hutu.

Les extrémistes Hutu ont écrit une série de "dix commandements" mettant en lumière leur idéologie et dans lesquels les femmes Tutsi étaient en grande partie tenues responsables des malaises du pays. Un commandement énonçait: "Chaque Hutu devrait savoir que nos soeurs Hutu sont plus appropriées et consciencieuses dans leur rôle de femme, épouse et mère de la famille. Ne sont-elles pas belles, bonnes secrétaires et plus honnêtes?" Le suivant énonçait: "Femmes Hutu, soyez vigilantes et essayez de ramener vos maris, frères et fils à la raison."

Bien que la majorité des massacres aient été commis par des hommes, les femmes ont joué un rôle important dans le meurtre d'autres femmes et enfants. Des jeunes filles adolescentes ont suivi les bandes de la milice, dérobant les morts de leurs vêtements, tandis que des femmes plus âgées ululaient et dansaient, jouant le rôle de meneuses pour les meurtriers.

Les survivantes livrent aux autorités celles qui, selon leur opinion, ont tué les membres de leurs familles. Dans les villages, sur toutes les collines du Rwanda où les femmes Hutu et Tutsi avaient l'habitude de cultiver les terres et d'aller chercher de l'eau ensemble, l'amertume entre les femmes est très profonde. "Depuis avril dernier, personne ne fait plus confiance à personne," déclare Artesia Nyiramana, dont cinq de ses neuf enfants ont été abattus à coups de machette sous ses yeux.

Un jour, fin juin cette année, Artesia était assise dans l'arrière-cour du bureau des autorités locales à Mbazi, un village au nord de Burare. Quelques mètres plus loin se trouvait la femme qui, selon son opinion, a livré ses enfants aux mains de la milice, sa belle-soeur, amie et voisine, Francisca Mukangwije.

Les deux femmes se sont fait face. Artesia, accompagnée de deux autres femmes pour être témoins, et Francisca, seule.

"Je t'ai vu. Tu a montré du doigt l'endroit où Emmanuel se cachait et tu as sorti Murakatete de force pour qu'ils puissent la tuer!" a accusé Artesia.

"Non, je le dis devant Dieu, je n'ai rien fait de tel!" cria Francesca. "Pourquoi dis-tu ça, alors que nous vivions ensemble et que nous partagions tout?"

Artesia a décrit comment, un matin en avril dernier, une bande de la milice, visages peints à la craie et portant des masques en feuilles de bananier, s'est approchée de sa maison en sciant: "Nous allons te tuer." Femme Hutu mariée à un Tutsi, elle n'était pas en danger, mais ses enfants l'étaient, car les enfants rwandais appartiennent au groupe ethnique de leur père. Son fils Emmanuel, âgé de six ans, était caché dans la maison, mais quatre de ses autres enfants étaient à l'extérieur. Les hommes ont rassemblé onze enfants, dont ceux d'un voisin, et les ont poussés sur une route où ils les ont tués au moyen de houx et de bâtons.

Parmi ceux qui ont été attaqués se trouvait la petite-fille de Artesia, Murakatete âgée de huit ans. Elle a survécu, on ne sait trop comment, et Francisca a porté l'enfant blessé chez elle afin de lui laver ses blessures et ses vêtements tachés de sang. Mais la bande d'assassins n'étaient pas satisfaite. Ils demandaient d'autres enfants.

"Francisca leur a dit où se cachait Emmanuel et elle a sorti Murakatete de force. Elle l'a amené sur la route et a dit "Je vous ai apporté l'enfant." affirma Artesia. "Je l'ai vu faire."

"J'étais terrifiée et je ne pouvais pas les arrêter," a répondu Francisca. "Les hommes sont venus et ont dit avoir entendu un enfant et savaient que Murakatete se cachait dans la maison. Ils ont dit qu'ils l'avaient vue et ils l'ont prise. Ce n'est pas de ma faute."

### **La plupart des femmes en prison sont des pauvres paysannes ... elles payent le prix pour les hommes et les femmes éduqués qui ont fui le pays.**

Il se peut que Francisca ait été trop effrayée pour essayer de sauver Murakatete, mais au Rwanda aujourd'hui, une personne qui ne protège pas commet une infraction pouvant être sanctionnée d'une peine, ceci étant partie constitutive d'un génocide. Il est probable que Francisca aille en prison. Artesia, accablée de douleur et de peine, a déclaré qu'il n'était pas question qu'elle pardonne. "Dieu a dit que ceux qui tuent par le couteau doivent mourir par le couteau. Je ne lui pardonnerai que si elle peut me ramener Murakatete et Emmanuel. Autrement, elle doit être traitée comme une meurtrière, comme tous les autres."

Plus d'un millier de femmes ont été jetées dans les prisons surpeuplées et malsaines du Rwanda, et certaines y sont détenues depuis près d'un an sans avoir été condamnées.

Au Rwanda, semble-t-il, toute personne appréhendée est présumée coupable jusqu'à preuve du contraire. La majorité des femmes en prison sont de pauvres paysannes, des femmes comme Francisca, désignées du doigt par des veuves et autres survivantes. Elles payent le prix pour des crimes organisés par des hommes et des femmes éduqués qui ont fui le pays.

“Les femmes rwandaises sont obéissantes, et si on leur a demandé de tuer leurs voisins, elles l'on fait,” a expliqué Aloisie Inyumba, Ministre pour la Famille et les Femmes. “La majorité des femmes au Rwanda sont analphabètes et l'état leur donne des instructions.”

Cependant, plus d'un an après le génocide, le gouvernement rwandais n'a pas réussi à faire la distinction entre celles qui ont activement pris part au génocide, celles qui étaient trop effrayées pour résister aux meurtriers et d'autres qui ont peut-être faussement été accusées. Toutes les femmes en prison, et la plupart des hommes, proclament leur innocence, habituellement en affirmant avoir été dénoncés par des gens qui voulaient leurs terres ou leurs biens. Sans enquêtes menées correctement, il est impossible de condamner les coupables et de libérer les innocents.

En prison dans la capitale rwandaise, Kigali, une petite femme de forte carrure, connue de tous sous le nom de Mama Aline, émerge avec réticence du corridor dégoûtant et encombré où les femmes sont détenues. Elle est réticente à parler à un journaliste, en criant d'une voix rauque qu'elle a un mal de gorge et qu'elle ne peut répondre à des questions. Le nom de Mama Aline est prononcé de temps à autre par les survivants qui se sont réfugiées dans les églises de St Paul et de Ste Famille au centre de Kigali.

L'innocent Iyakaremye, qui travaillait dans un magasin de musique, a déclaré avoir regardé avec horreur Mama Aline torturer et tuer une femme d'affaires aisée Tutsi, Spéciose Karakezi, parce que la milice ayant reçu de l'argent de Spéciose, avait refusé de le faire.

Mama Aline nie avoir été impliquée, mais des témoins ont déclaré sous serment qu'elle avait, avec Odette Nyirabagenzi et Angeline Mukandutiye, organisé la milice au centre de Kigali.

Mukandutiye, qui vit dans un camp de réfugiés à Goma, a affirmé qu'elle serait disposée à comparaître devant un tribunal international, mais ne retournera pas au Rwanda si les procès y sont entamés. Cependant, le Tribunal international établi par les Nations Unies ne prononcera pas ses premières accusations avant la fin de cette année, au plus tôt, et il est fort probable que les personnes soupçonnées d'avoir commis des crimes de guerre

s'éclipseront au Zaïre ou en d'autres lieux plus éloignés en Afrique lorsque les mandats d'arrêts seront délivrés.

A moins que les états membres puissants des Nations Unies contribuent davantage au Tribunal international et le pousse à agir de manière efficace, il est fort probable que ces femmes ne feront jamais face à la justice. Seules celles qui sont regroupées dans les ignobles prisons du Rwanda devront confronter leurs accusateurs. Les peines seront principalement réservées à celles qui étaient trop terrifiées pour protéger des gens ou opposer les ordres de ceux qui ont conçu le génocide.

Jeanne Umererwa, berçant son nouveau bébé Charmant sans jamais toutefois oublier le fils qu'elle a perdu, a une autre suggestion. “Le nom de Paulina Nyiramasuhuko devrait être inscrit partout dans le monde, de sorte que tout le monde saurait qu'elle est une femme diabolique.” déclare-t-elle. “Puis elle devrait être amenée au Rwanda et placée au milieu des femmes afin qu'elles puissent la juger.”

---

## Les femmes, la guerre et l'intervention humanitaire: Ressources pour les ONG

Kitty Warnock, Panos Institute, Women and Conflict Oral Testimony Programme,  
Co-éditrice de *Arms to Fight, Arms to Protect*

“Les agences qui nous aident, nous les réfugiés, nous ont fourni du gaz et des fourneaux, mais nous n'avons pas pu nous en servir. Le gaz était très cher et les agences ne semblent pas capables d'évaluer le volume de gaz dont une famille a besoin pour préparer trois repas par jour”. Cette anecdote relatée par une somalienne dans la revue *Arms to Fight, Arms to Protect* (Des bras pour combattre, des bras pour protéger) est un exemple parmi d'autres de faits qui découlent de chaque situation d'urgence, parce que les agences continuent à ne pas consulter les femmes ou leur permettre de définir leur propres besoins, parfois en dépit du fait qu'elles emploient toute leur rhétorique à s'engager à le faire.

De nombreux obstacles “bloquent” les démarches qui visent à faire prendre conscience des différences sexuelles aux agences dans leurs activités d'aide au développement en temps de paix, mais dans les situations d'urgence elles ont, en outre, bien souvent tendance à ajouter: “Lorsque la situation est grave, vous ne pouvez pas vous permettre de vous arrêter et de réfléchir aux problèmes de différences sexuelles”. Des études dans la revue *Women and Emergencies* (Les femmes et les situations d'urgence) (numéro 4 de la série 'Oxfam Focus on Gender') confirment, suffisamment pour convaincre les responsables des services logistiques ou techniques les

plus sceptiques et macho, que ce genre d'attitude est extrêmement nuisible. Il est essentiel de commencer, d'une part à reconnaître les besoins des femmes et, d'autre part à faire l'analyse d'une situation d'urgence en se fondant sur les différences sexuelles, si l'on veut qu'une intervention humanitaire soit efficace dans l'immédiat et ait des répercussions utiles dans le développement à long terme.

Si l'on fait un simple calcul, les femmes et les personnes à leur charge constituent la majorité du très grand nombre de personnes qui sont touchées par la guerre aujourd'hui. Par conséquent, si les interventions ne les aident pas à subvenir à leurs besoins et responsabilités de base, elles sont susceptibles de connaître de longues souffrances qui pourraient être évitées. Etant donné que le rôle des femmes est primordial en temps de crise pour assurer la subsistance de leurs familles et communautés, l'aide qui leur est apportée est effectivement doublement efficace. Du point de vue de l'agence, une crise est un projet qui a un commencement et une fin, mais pour ceux qui la traversent, ce phénomène est présent durant leur vie entière. Dans tout système d'aide offerte, il y a ceux qui détiennent les pouvoirs et ceux qui sont tributaires de cette aide et ces rôles se poursuivent bien après que la crise ait pris fin. Si ces systèmes accordent moins de pouvoir aux femmes par rapport aux hommes, comme c'est souvent le cas, le développement peut être retardé pendant des années. Il existe un dernier aspect, préventif celui-ci: dans les situations de catastrophe, les femmes sont plus vulnérables que les hommes principalement en raison de leur position sociale subordonnée qui, si elle s'améliorait, pourrait diminuer leur vulnérabilité.

Accepter qu'il est important de planifier les interventions en tenant compte des femmes n'est qu'un premier pas: quels types de projets sont nécessaires, dans quels buts? L'excellent manuel intitulé *Oxfam Gender Training Manual, Changing Perceptions* (Manuel de Oxfam sur la sensibilisation aux différences sexuelles, perceptions changeantes), le chapitre consacré aux différences sexuelles dans le guide *Oxfam Handbook of Development and Relief* (Manuel de Oxfam sur le développement et l'aide d'urgence) et la publication intitulée *Development in Conflict: the Gender Dimension* (Le développement en période de conflit: l'importance des différences sexuelles), contiennent tous des explications utiles et compréhensibles sur les diverses méthodes analytiques récentes et courantes qui décrivent, explicitement ou non, les interventions humanitaires, tant en période de guerre que dans le cadre du développement dans les situations de non-urgence. Pourquoi vaut-il mieux commencer par la notion des différences sexuelles que par les problèmes spécifiquement associés aux femmes? Quelles sont les questions que doivent se poser les agences, d'une part, en vue des différences qui existent

entre un mode d'action consacré à l'aide sociale - qui consiste à pourvoir aux "besoins fondamentaux" bien précis des femmes - et l'octroi de pouvoirs? Ou, d'autre part, en faisant la distinction entre les besoins "stratégiques" des femmes (c'est-à-dire, à long terme, en vue d'améliorer leurs capacités et position sociales) et leurs besoins "pratiques". Pourquoi est-il bien plus efficace d'examiner le potentiel d'une réfugiée même sans ressources que de la traiter comme une victime désespérée?

Une intervention, dont la modeste ambition est de répondre aux besoins sociaux des femmes peut - si elle est conduite en consultation avec les femmes, qui elles-mêmes définissent leurs besoins - avoir des répercussions d'une portée étonnamment considérable. Une étude de cas parue dans une copublication de UNIFEM/African Women in Conflict intitulée *Reproductive and mental health issues of women and girls under situations of war and conflict in Africa* (Problèmes de l'hygiène sexuelle et de santé mentale des femmes et des jeunes filles dans des situations de guerre et de conflit en Afrique), a mis en lumière combien il est important d'assurer un service de planification familiale dans un camp de personnes déplacées: les femmes ne sont souvent pas disposées à accoucher dans un camps où les conditions sont difficiles ou si elles craignent d'attraper des maladies vénériennes. Si un service de planification familiale n'est pas offert, il se peut que les femmes refusent de coucher avec leurs maris, ce qui engendre davantage de disputes ménagères violentes et accentue la tension sociale. Dans le même camp, l'absence de serviettes hygiéniques s'est avérée être un facteur contribuant fortement au manque d'amour-propre ressenti par les femmes qui sont, en outre, des réfugiées. En conséquence, elles sont moins capables de bien assumer leurs fonctions de femme et mère de famille. Une autre étude dans la même publication indique qu'une aide psycho-sociale doit être fournie aux femmes qui subissent des violences sexuelles ou autres au Burundi, non seulement en raison des souffrances que ceci leur cause, mais également pour l'avenir des communautés. Leur culture les empêchant de faire part de leurs expériences, bon nombre de femmes répriment des sentiments de colère et de haine profondes envers l'autre partie. Cette colère est aisément transmise à la génération qui suit et fait obstacle aux efforts de conciliation et aux entretiens politiques.

La notion que les sociétés ont une obligation de protéger les femmes devrait être encore moins menaçante dans l'état actuel des choses que la notion d'assurer une aide sociale aux femmes. Mais une conspiration du silence a fait que, il y a peu de temps encore, le viol et les rapports sexuels forcés ne faisaient pas partie de l'ordre du jour. Cette attitude est en train de changer: la sécurité contre

le viol est un droit à présent reconnu, et la protection des femmes contre le viol et l'examen des conséquences qui en découlent sont des enjeux que les agences ne peuvent plus ignorer. Deux livres parmi les publications actuelles peuvent aider le personnel d'une agence à prendre conscience des épreuves subites par les femmes et des conséquences que ces expériences traumatiques peuvent avoir sur elles. *Arms to Fight, Arms to Protect* contient des récits terrifiants et détaillés de certaines femmes. 'The Blue Room' (La Chambre bleue) est la façon émouvante et personnelle d'un thérapeute de présenter la violence inspirée de la situation politique qu'a connu un groupe de femmes réfugiées, et d'explorer la manière dont leurs expériences sont liées à la fois aux contrôles 'normaux' que la société a sur les femmes et à la violence politique en général.

*Reproductive and Mental Health Issues* (Problèmes liés à l'hygiène sexuelle et à la santé mentale) contient le compte rendu d'un projet visant à établir une assistance psycho-sociale pour les réfugiées libériennes qui ont été victimes d'un viol, dirigée par leurs pairs, et des aperçus sur d'autres domaines où une assistance psycho-sociale est nécessaire.

En menant plus loin son action d'aide sociale, Oxfam a pris l'engagement - réel, et non pas seulement rhétorique - d'obtenir l'octroi de pouvoirs aux femmes. Ceci représente l'une des valeurs primordiales de Oxfam et les arguments à l'appui sont bien définis dans toutes ses publications examinées dans le présent Bulletin. "Les inégalités fondées sur les différences sexuelles compromettent directement l'avenir de la moitié de la population du monde" (*Handbook of Development and Relief*) (Manuel sur le développement et l'aide d'urgence). En période de guerre, lorsque les femmes sont les principaux responsables et pourvoyeurs des besoins familiaux et communautaires et "l'élément le plus stable d'une société déchirée par les conflits", leur aptitude à contribuer pleinement à la survie et à la reconstruction de leurs communautés est fortement restreinte par leur manque de pouvoir - aux niveaux psychologique, familial, communautaire, économique et politique (UNIFEM/AFWIC). Bon nombre des interviews publiés dans *Arms to Fight, Arms to Protect*, corroborent ce fait. Le grand danger est que "les interventions d'urgence [compromettent] compromettent sérieusement l'avenir des femmes en créant un autre déséquilibre en ce qui concerne leurs relations avec les hommes ... [en confiant] la responsabilité des affaires traditionnellement gérées par les femmes, aux hommes" (*Women in Emergencies*) (Les femmes dans les situations d'urgence).

### Où se procurer des revues sur les femmes et la guerre?

Pour obtenir les revues suivantes, adressez-vous à:  
Oxfam Publishing, BEBC Distribution, PO Box 1496,  
Parkstone, Poole, Dorset, BH12 3YD

- ***The Oxfam Gender Training Manual*** (Le manuel de Oxfam sur la sensibilisation aux différences sexuelles), S. Williams avec J. Seed et A. Mwau, 1994.
- ***Development in Conflict: The Gender Dimension Report of a workshop held in Thailand*** (Le développement en période de conflit: Compte rendu d'un atelier tenu en Thaïlande sur l'importance des différences sexuelles), 1993, J. El Bushra et E. Piza Lopez, document n° 3 des études Oxfam.
- ***Changing perceptions: Writings on Gender and Development*** (Perceptions changeantes: Exposés sur les différences sexuelles et le développement), édité par T. Wallace avec C. March 1991.
- ***Women and Emergencies*** (Les femmes et les situations d'urgence), édité par B. Walker, numéro 4 de la série 'Oxfam Focus on Gender', 1994.
- ***Women and Conflict*** (Les femmes et le conflit), édité par H. O'Connell, numéro 4 de la série 'Oxfam Focus on Gender', 1993.

Autres revues à votre disposition:

***The Blue Room: Trauma and Testimony among Refugee Women: A psycho-social explanation*** (La Chambre bleue: Traumas et témoignages parmi les femmes réfugiées: une explication psycho-sociale), I. Agger, 1994, Zed Press, 7 Cynthia Street, London N1 9JF. Fax: +44 171 833 3960.

***Arms to Fight, Arms to Protect: Women Speak Out about Conflict*** (Des bras pour combattre, des bras pour protéger: les femmes parlent franchement du conflit), édité par O. Bennett, J. Bexley, K. Warnock, 1995. The Panos Institute, 9 White Lion Street, London N1 9PD. Fax: +44 171 278 0345.

***Reproductive and Mental Health Issues of Women and Girls under situations of war and conflict in Africa*** (Hygiène sexuelle et santé mentale des femmes et des jeunes filles dans des situations de guerre et de conflit en Afrique), Travaux de consultation d'un groupe d'experts, édité par A. Ng'eny-Mengech, 1994, Programme cadre UNIFEM sur les femmes en période de crise en Afrique et UNICEF. Adressez-vous à: UNIFEM AFWIC Umbrella Programme, PO Box 30218, Nairobi, Kenya. Fax: +252 2 215102/331897.

En revanche, les guerres interrompent les relations au sein de la société, obligeant les femmes à assumer de nouvelles responsabilités et pouvoirs, et permettant ainsi à des changements permanents de se produire. Il est

souvent difficile aux femmes de définir elles-mêmes et de cultiver leurs "intérêts stratégiques" à long terme: Marie Aimée Hélie-Lucas, dans *Changing Perceptions*, exprime avec vigueur sa colère envers le fait que, malgré leur participation active à la lutte pour la libération de l'Algérie, les femmes n'ont pu (en partie dû à un gouvernement constitué en majorité d'hommes) reconnaître l'importance de ce qu'elles avaient accompli et poursuivre leurs initiatives en vue de s'assurer un avenir plus équitable. L'enseignement que doivent en tirer les agences aujourd'hui est qu'elles reconnaissent les opportunités de changement qui se présentent et qu'elles soient prêtes à aider les femmes à les cerner et à les cultiver.

Bien entendu, ceci pose des difficultés pratiques et éthiques à une agence étrangère qui se prépare à changer la culture de la société dans laquelle elle travaille. Si la culture dominante est contre, la notion d'accorder des pouvoirs aux femmes est considérée comme une tendance à la domination culturelle. Oxfam tient le raisonnement qu'il n'existe aucune différence entre aborder la question des inégalités en vertu des différences sexuelles et aborder la question des inégalités de la pauvreté, auxquelles personne ne s'oppose. Oxfam soutient également qu'un abus des droits de l'homme envers les femmes doit être contesté de la même manière que d'autres abus des droits de l'homme. Cette prise de position résume - en théorie si pas encore en pratique - tous les travaux entrepris par Oxfam en période de conflit, et est particulièrement explicite dans le compte rendu intitulé *Development in Conflict*. Cet ouvrage contient des analyses fort utiles des types de conflits et de leurs répercussions sur les femmes, des débats sur les interventions de l'agence et des méthodes permettant de tenir compte des différences sexuelles dans ces interventions, tout ceci dans le cadre de l'engagement de Oxfam d'obtenir l'octroi de pouvoirs aux femmes. Les auteurs ne se cachent pas que ce sont des questions très délicates. Certains chapitres, comme dans l'ouvrage intitulé *Gender Training Manual*, sont consacrés à la manière de présenter un contexte tenant compte des différences sexuelles aux partenaires sceptiques ou réticents, et à des exemples des risques qui existent de provoquer des réactions violentes et hostiles.

Il est plus facile de dire que de faire. Intégrer les différences sexuelles de manière appropriée dans les activités d'aide humanitaire dans les situations d'urgence nécessite un engagement sérieux de la part des institutions, et un personnel formé et des méthodes de travail établies bien avant l'urgence. Le compte rendu intitulé *Development in Conflict* contient des outils et stratégies pratiques pour travailler dans des situations de guerre, mais les agences qui ont besoin de définir plus nettement leur convergence sur les différences sexuelles

dans un contexte général ou entreprendre une sensibilisation aux différences sexuelles dans le cadre de leurs activités sur le terrain, doivent se référer à l'ouvrage plus détaillé intitulé *Oxfam Gender Training Manual*. Il ne coûte que 30 livres sterling et même les plus petites agences devraient avoir les moyens de se le procurer. Il repose sur l'expérience de Oxfam visant à sensibiliser son propre personnel et ses organisations partenaires, mais regroupe des idées et données extraites de diverses sources, dont la plupart concernent l'aide au développement en général plutôt que les situations d'urgence en particulier, mais une grande partie de ces données et idées sont fondamentales aux deux. Le manuel, qui contient aussi des articles théoriques de base précis et faciles à consulter - sur la prise de conscience accordée aux différences sexuelles dans l'aide au développement et un guide de divers outils conçus pour les analyses portant sur les différences sexuelles - comporte un éventail d'activités de formation, allant de jeux d'échauffement de cinq minutes pour les groupes, jusqu'aux séances de formation d'une demi-journée concernant l'emploi de certains cadres analytiques. Des documents de base, des notes de personnes dirigeant des cours, et des photocopiés sont inclus. Le manuel est conçu pour ceux qui ont une certaine expérience en formation, mais pas nécessairement en ce qui concerne les différences sexuelles, et peut servir à former le personnel

à tous les niveaux d'une organisation, ainsi qu'avec des groupes de femmes, d'hommes et mixtes, au niveau local. Le *Handbook of Development and Relief* ne contient pas de méthodologies et de documentation pédagogiques, mais couvre certains domaines théoriques analogues.

En lisant ces ouvrages, on pourrait penser que si seulement toutes les agences suivaient les règles et répondaient de manière satisfaisante aux besoins des femmes, les interventions humanitaires en période de conflit seraient toutes réussies. Parfois les déclarations idéologiques du manuel *Oxford Handbook*, qui définit le développement et la manière dont il doit être entrepris, peuvent agacer un lecteur non-Oxfam - mais après tout, cet ouvrage est, d'une part une déclaration géante de mission et, d'autre part, un guide, une vue d'ensemble et une élucidation fort utiles des problèmes auxquels font face toutes les agences d'aide humanitaire et de développement, et il ne serait donc pas juste de s'attendre à ce qu'il affiche un détachement olympien.

---

## Actualités

### Projet de budget de l'Union européenne pour 1996

nécessairement adoptés dans le budget final.

**L**e Projet de budget pour 1996 a été adopté en juillet par le Conseil des Ministres de l'Union européenne. Il sera soumis à l'examen de la séance plénière du Parlement européen, du 18 au 22 septembre. La grande tendance à s'éloigner de l'aide au développement en Afrique, en Asie et en Amérique Latine, déjà présente dans les budgets antérieurs, est de nouveau apparente, les fonds étant de plus en plus orientés vers les pays de l'Europe centrale et la Méditerranée. Le Budget proposé préconise aussi un passage de l'aide alimentaire à l'aide humanitaire.

En réponse à ces développements, un consortium de ONG comprenant EURO-CIDSE, APRODEV, Caritas Europa, EuronAid, EUROSTEP, le Comité de liaison NGDO de l'Union européenne et VOICE se sont associés pour copublier une communication sur la position des ONG (voir encadré ci-contre). Cette communication s'interroge sur la décision de transférer 51 millions d'Ecu de l'aide alimentaire à l'aide humanitaire dans le projet de budget de l'année prochaine (en réalité, ceci signifierait que la responsabilité des fonds serait transmise de la DG VIII à ECHO).

Il sera intéressant de voir ce que la séance plénière du Parlement européen recommande, bien que les amendements parlementaires ne soient pas tous

## Le sommet de Cannes, juin 1995

En février cette année, suite au désir du Royaume-Uni de réduire sa contribution au Fonds européen de développement (FED), les Etats membres de l'Union européenne n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur l'affectation de l'aide au 70 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Ce n'est que lors du Sommet européen sous la Présidence française qui a eu lieu à Cannes les 26 et 27 juin, que les chefs des gouvernements ont finalement convenu d'attribuer 13 307 millions d'Ecu au 8e Fonds européen de développement (FED) pour la seconde moitié de la Convention de Lomé IV (1995-1999).

Le montant finalement concilié pour le huitième FED est loin d'atteindre le montant proposé par la France de 14 300 million d'Ecu. Si l'on déduit l'inflation depuis 1989 et l'augmentation potentielle des fonds qui aurait pu découler de l'adhésion des trois nouveaux Etats membres à l'Union européenne - la Finlande, la Suède et l'Autriche - les résultats sont décevants. Bien que le montant convenu se soit accru *en termes absolus* comparé aux 10 800 millions d'Ecu du FED précédent, il demeure insuffisant compte tenu des facteurs susmentionnés.

Les quinze Etats membres actuels contribuent ensemble la somme de 12 840 millions d'Ecu au nouveau FED. Le reste provient de ressources non attribuées dans les FED précédents (292 million d'Ecu), d'une augmentation de l'aide humanitaire provenant du budget de l'Union européenne (160 millions d'Ecu) et d'une conversion de prêts particuliers en subventions (15 millions d'Ecu).

Le Royaume-Uni est le seul pays qui a réduit, en termes absolus, sa contribution au Fonds.

En raison du temps qu'il a fallu pour convenir du montant du budget FED, les négociations de l'examen à mi-parcours de la Convention de Lomé n'ont en fait pas avancé. Ce n'est qu'après le Sommet de Cannes, le dernier jour de la Présidence française, qu'il a été possible de résoudre les problèmes restants, dont les prestations commerciales, et mettre fin à l'examen à mi-parcours. Le nouvel accord de Lomé sera signé à l'île Maurice en novembre cette année.

Nous résumons ci-après les principaux points énoncés par le consortium:

- L'aide alimentaire devrait être appliquée dans une optique de développement et par conséquent maintenue sous la DG VIII.
- Sans un examen du mandat de ECHO, un transfert budgétaire n'est pas justifié.
- La notion d'*aide alimentaire humanitaire* crée une certaine confusion et un manque de coordination entre la DG VIII et ECHO.
- Un écart est apparu entre l'*aide alimentaire* et l'*aide alimentaire d'urgence* en raison du manque de clarté sur ce qui constitue une aide humanitaire à court terme et à long terme.
- Les projets dans le cadre de l'*allègement de la pauvreté* tombent dans cette catégorie intermédiaire.
- Le consortium perçoit trois raisons valables pour lesquelles la majeure partie de l'aide alimentaire aux réfugiés devrait être maintenue sous la DG VIII:
  - le fait que les situations de réfugiés ont souvent tendance à se prolonger et les conséquences à long terme de l'aide alimentaire sur la région;
  - les grandes quantités d'aide alimentaire aux réfugiés, requises dans de brefs délais, seraient mieux desservies si elles provenaient de budgets plus importants;
  - les réserves régionales actuelles de l'aide alimentaire DG VIII lui permettent de réagir promptement dans des situations de crise qui se développent rapidement.
- Les ONG sont préoccupées par ce majeur transfert de fonds vers d'autres domaines que le développement.

Le consortium souligne aussi que, comme ECHO attribue une grande partie de ses fonds à l'Europe de l'Est et l'Europe centrale, l'aide sera géographiquement réorientée ailleurs que dans le sud.

### Comparaison des contributions des Etats membres de l'Union européenne aux 7e et 8e Fonds européen de développement (FED)

FED	7e FED (millions d'Ecu)	8 <sup>e</sup> (millions d'Ecu)
Belgique	3.96%	3.78%
Danemark	2.07%	2.07%
Allemagne	25.96%	22.54%
Grèce	1.22%	1.20%
Espagne	5.90%	5.64%
France	24.37%	23.45%
Irlande	0.55%	0.60%
Italie	12.96%	12.10%
Luxembourg	0.19%	0.28%
Pays-Bas	5.57%	5.03%
Portugal	0.88%	0.94%
Royaume-Uni	16.37%	12.25%
Autriche	-	2.56%
Finlande	-	1.43%
Suède	-	2.63%
Ressources non attribuées provenant des FED précédents	-	1.13%
Ressources non utilisées provenant du 7e FED	-	1.07%
Augmentation de l'aide humanitaire provenant du budget en faveur des états ACP	-	1.20%
Conversion des prêts particuliers en subventions	-	0.11%

### L'Assemblée générale de EuronAid adopte le Code de conduite sur l'aide alimentaire et la sécurité alimentaire

L'aide alimentaire fait l'objet d'un nouveau code de conduite. Au cours de leur dernière Assemblée générale, les membres de EuronAid ont adopté à l'unanimité le Code de conduite pour les ONG participant aux programmes d'aide alimentaire et de sécurité alimentaire. EuronAid, un consortium de ONG jouant un rôle actif dans le domaine de l'aide alimentaire et de la sécurité alimentaire, a été fondé dans le but de rendre les ONG plus accessibles aux donateurs institutionnels (principalement la Commission européenne). Des ONG

de tailles quelconques et appartenant à tous les pays de l'Union européenne peuvent bénéficier des services d'EuronAid et accroître ainsi leurs opportunités d'obtenir un soutien pour des programmes d'aide alimentaire et de sécurité alimentaire.

Le Code de conduite explore ce qui motive les ONG à entreprendre des programmes d'aide alimentaire et de sécurité alimentaire et met l'accent sur leur responsabilité envers les personnes qui n'ont pas suffisamment accès à des vivres. Ce document, en encourageant les actions concrètes qui respectent les droits, associations et responsabilités des gens, exprime l'engagement pris conjointement par les ONG européennes de mettre en oeuvre des projets d'aide alimentaire qui réalisent des critères de haute qualité en tant que programmes et appliquent un régime objectif de responsabilité, tout en recherchant une sécurité alimentaire soutenable à long terme.

L'adoption de ce Code a lieu à un moment où d'importants développements sont en cours dans le domaine de l'aide internationale d'urgence et de l'aide au développement, dans la mesure où les ONG doivent de plus en plus être à hauteur de leur mission de fournir une aide humanitaire et une aide alimentaire et assumer, comme on leur demande de plus en plus, une responsabilité envers les bénéficiaires et envers les donateurs. Depuis son adoption par les Etats membres, le Code de conduite de EuronAid a été repris par le Comité de liaison NGDO EC où des entretiens ont actuellement lieu sur l'adoption d'un Code de conduite pour l'Europe entière sur l'aide alimentaire et la sécurité alimentaire.

### CODE DE CONDUITE DE EURONAIID SUR L'AIDE ALIMENTAIRE ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Mai 1995

#### 1. Le sujet

Nous sommes des Organisations non-gouvernementales (ONG) regroupées en vue d'un objectif commun: aider les personnes dans le monde qui n'ont pas de sécurité alimentaire à obtenir cette sécurité. Nous sommes motivés par le fait que nous reconnaissons qu'une part importante de la population mondiale souffre de la faim et de malnutrition pour cause de catastrophes artificielles ou naturelles et de problèmes structurels. En particulier, les groupes aux revenus faibles connaissent régulièrement de sévères pénuries, dont les conséquences sont dramatiques, en particulier pour les groupes vulnérables comme les femmes, les enfants et les personnes âgées. Afin de relever ce défi, les vivres ne sont qu'une des ressources nécessaires, mais une ressource importante tout de même. Nous devons impérativement nous en

servir de manière efficace et effective.

Nous définissons la sécurité alimentaire comme **“l'accès à tout moment, par tous, à suffisamment de vivres pour mener une vie active et saine”** (vous trouverez la signification détaillée de cette déclaration dans le Code de conduite complet publié par EuronAid).

## **2. Nos responsabilités en tant qu'Organisations non-gouvernementales**

La manière dont nous envisageons la sécurité alimentaire exige que nous nous engagions dans une grande diversité de programmes visant à vaincre les causes de l'insécurité alimentaire, y compris les programmes concernant l'agriculture, la génération de revenus et d'emplois, l'hygiène communautaire, l'éducation, l'eau et les questions écologiques. Ceci exige également que nous agissions de façon à minimiser les conséquences nuisibles à la sécurité alimentaire de facteurs indépendants de notre contrôle, comme les conflits civils, les catastrophes naturelles, les politiques des gouvernements et des donateurs.

Les activités que nous entreprenons sont motivées, avant tout, par notre sens de responsabilité envers les personnes que nous servons. Nous acceptons également notre responsabilité envers les donateurs (privés et institutionnels) qui nous permettent d'agir. Nous sommes limités par le caractère et l'ampleur de nos ressources. Dans ces limites, nous recherchons à être efficaces et effectifs.

### ***Les gens que nous servons***

*L'accès à des vivres est un droit fondamental de l'homme*

Nous affirmons que l'accès à des vivres est un droit fondamental de l'homme; nous estimons que la faim dans un monde, qui dispose suffisamment de vivres pour nourrir tous ses peuples, est moralement et politiquement inacceptable.

Nous aidons les populations les plus vulnérables et le plus dans le besoin et nous ne faisons pas de discrimination pour cause de différences sexuelles, de couleur, de classes sociales, de principes ou d'âge. Nous ciblons, toutefois, des groupes spécifiques s'ils ont le plus besoin d'un soutien extérieur. Il s'agit d'ordinaire de groupes vulnérables, comme les femmes et les enfants, les personnes âgées, ou des groupes entiers de réfugiés ou de personnes déplacées qui sont entièrement tributaires du monde extérieur pour leur alimentation.

De par nos convictions en matière d'égalité, nous nous engageons à faire progresser le rôle de la femme dans le développement. Nous reconnaissons l'importance des femmes, aussi bien comme productrices que comme gestionnaires de denrées alimentaires. Nous estimons

également que la participation active des membres de la communauté dans les programmes constitue le socle du développement.

### *Actuellement et à long terme*

Tout en étant engagés à mener à bien des solutions soutenables contre la faim, nous admettons qu'il faille répondre de manière spécifique aux situations d'urgence et aux régions et groupes qui souffrent de sérieuses déficiences alimentaires permanentes. Toutefois, notre but n'est pas seulement d'assurer à des gens affamés leur repas suivant. Notre ultime désir est de leur donner la possibilité de le faire eux-mêmes. Lorsque les circonstances le permettent, même dans les situations d'urgence, nous créons des activités qui mènent éventuellement à l'allègement de la famine à long terme ou à une meilleure sécurité alimentaire.

La meilleure façon de prévenir la famine et d'y répondre est de réduire la vulnérabilité de ceux qui sont le plus en danger. Lorsque des mesures à court terme sont requises, elles doivent dans la mesure du possible contribuer à un développement soutenable et non le compromettre.

### ***Travailler avec les donateurs***

#### *Répondre à chaque donateur*

Nous reconnaissons la contribution essentielle que chaque donateur apporte à notre action. Les dons privés garantissent notre indépendance et notre flexibilité. Nos défenseurs sont notre fondation, non seulement en raison de leur soutien financier, mais aussi en raison de leur engagement à promouvoir nos objectifs par le biais des voies politiques et de l'opinion publique.

Nous avons la responsabilité de rigoureusement informer nos défenseurs de nos actions et des questions afférentes à la politique du développement auxquelles nous sommes confrontées. Cette responsabilité inclut notre assurance envers nos défenseurs de leur présenter des comptes détaillés sur les activités auxquelles les ressources qu'ils nous ont confiées ont été affectées.

#### *Association avec des donateurs institutionnels*

Les donateurs institutionnels sont des pourvoyeurs importants de vivres et de fonds pour nos programmes du domaine alimentaire. Nous apprécions leur rôle majeur qui nous permet d'accomplir notre travail. Nous désirons former avec eux des associations reposant sur notre respect mutuel.

Au sein de ces associations, nous sommes responsables des ressources à notre disposition, ainsi que de l'état d'avancement des objectifs convenus.

Nous avons également la responsabilité d'échanger informations et expériences avec les donateurs institutionnels, afin d'encourager la mise en place de

meilleures politiques et procédures en entretenant des relations dynamiques.

### **3. Mise en oeuvre des programmes**

***Nous analysons rigoureusement chaque situation, afin de cerner les facteurs contributifs***

L'insécurité alimentaire est un problème complexe qui se manifeste de diverses façons. Notre efficacité dépend de notre aptitude à cerner les causes premières de l'insécurité alimentaire et à y répondre, et ceci pour chaque population que nous ciblons.

Afin de concevoir des programmes effectifs, nous devons pleinement comprendre la production, la consommation et la distribution locales et les systèmes de prise de décision locaux, et anticiper leur interaction avec les objectifs des projets.

***Nous reconnaissons l'importance majeure de la coordination dans le domaine de l'aide alimentaire***

Nous nous engageons à établir autant que possible une coordination avec d'autres agences pertinentes et de coopérer pleinement avec les mécanismes de coordination locaux, s'ils existent, nous assurant ainsi que l'aide alimentaire correspond globalement aux besoins définis et que les différents acteurs concernés s'en servent dans un cadre cohérent.

***Nous portons une attention particulière aux conditions spécifiques de mise en oeuvre afférentes à l'alimentation***

Nous portons une attention particulière au choix du moment de la mobilisation et de la livraison des vivres, et ceci pour deux raisons: premièrement, les produits alimentaires sont des denrées périssables qui ne peuvent être conservées trop longtemps, en particulier dans les pays tropicaux. Deuxièmement, dans les cas où les produits alimentaires sont importés, le choix du moment pour leur distribution ou leur vente est essentiel pour empêcher leur détérioration sur les marchés locaux.

Dans les circonstances où les bénéficiaires sont avant tout ou uniquement tributaires de l'aide alimentaire pour leur survie, nous cherchons à nous assurer que les rations offertes sont équilibrées sur le plan nutritif et contiennent tous les nutriments essentiels. Nous prions donc instamment les donateurs de fournir une grande diversité de denrées et de s'assurer que le choix du moment de leur livraison tient compte des variations saisonnières et permet de livrer un panier de vivres équilibrés.

S'il convient ou s'il est nécessaire de monétiser l'aide alimentaire, nous le faisons avec le plus grand soin en nous assurant que le choix du moment et le prix de la vente n'aient aucune conséquence nuisible sur les marchés locaux en faisant, par exemple, une concurrence inéquitable aux produits locaux.

***Nous encourageons dans la mesure du possible les achats locaux ou régionaux***

Dans bon nombre de pays ou de régions, des poches déficitaires coexistent avec des pôles excédentaires. Dans ces circonstances, nous encourageons les achats de denrées alimentaires produites et traitées localement, car ils contribuent au développement des marchés locaux, réduisent les frais, permettent un meilleur choix du moment et offrent le type de vivres dont les consommateurs ont l'habitude. Dans la mesure du possible, ces achats doivent être faits auprès d'organisations de producteurs locaux, encourageant ainsi leur accès aux marchés.

### **4. Gestion**

***Nous sommes en faveur d'une gestion avec participation***

Nous cherchons à fonder notre méthode de gestion sur le principe qu'il est incorrect à des particuliers ou à des organisations qui ont du pouvoir, de se charger des affaires que ceux qui ont moins de pouvoir peuvent gérer de leur propre initiative. Ainsi, autant que possible, nous faisons participer les institutions et structures existantes à l'élaboration de stratégies de réponse appropriées, comme la planification préalable et les stratégies d'allégement dans les situations de catastrophes, ainsi que les programmes d'aide d'urgence, de réhabilitation et de développement.

Nous cherchons à former des associations avec les institutions locales, régionales et nationales. Ces institutions ont tendance à être mieux informées des conditions et des procédures afférentes au développement local et sont habituellement acceptées par les membres de la communauté.

***Nous reconnaissons qu'un financement adéquat est nécessaire, en vue de soutenir pleinement les opérations des projets, y compris la gestion appropriée et le personnel technique***

La planification minutieuse des activités des projets et la fourniture de l'équipement et du personnel pour leur exécution efficace, sont des critères fondamentaux essentiels au succès et à la réalisation mondiale des projets. Les ONG, avec les donateurs institutionnels, doivent faire en sorte que les ressources nécessaires soient disponibles. En particulier, l'approvisionnement de vivres en nature doit être accompagné de ressources suffisantes à couvrir le renforcement des capacités des partenaires locaux et tout intrant matériel nécessaire.

***Afin de garantir un impact maximum, nous contrôlons la gestion des projets et évaluons l'état d'avancement d'objectifs clairement définis***

Nous affectons les ressources de l'aide alimentaire - sous

forme de fonds ou de denrées - au développement et à la mise en oeuvre de programmes qui comprennent des objectifs clairement définis, les délais s'y rapportant et, si possible, des indicateurs mesurables de réalisation.

Nous avons pris l'engagement d'alléger les conséquences immédiates de l'insécurité alimentaire tout en abordant des solutions à long terme. Les délais doivent être bien définis et associés à la réalisation des objectifs. Ils varieront en fonction du caractère du projet, mais doivent être fixés en sachant qu'éventuellement nos interventions seront éliminées progressivement.

Les ONG, avec les donateurs institutionnels, doivent s'assurer que les ressources soient prêtes à être évaluées. Les évaluations doivent faire partie intégrale de la conception des programmes et faire activement participer les partenaires locaux et les communautés bénéficiaires. Les résultats doivent, dans la mesure du possible, être mesurables aux niveaux individuel, ménager et/ou communautaire. Les recommandations résultant des évaluations doivent être intégrées dans la conception des futurs projets.

## **Un an plus tard ... Mise à jour du Code de conduite pour le Mouvement de la Croix Rouge et du Croissant Rouge et les ONG engagés dans l'aide d'urgence dans les situations de catastrophe**

Peter Walker, Directeur, Disaster and Refugee Policy, FICR

**P**lus de 60 ONG ont à présent signé l'engagement de mettre en oeuvre le Code de conduite. Dans bon nombre de ces agences, et certainement dans le Mouvement de la Croix Rouge et du Croissant Rouge et dans les ONG qui ont établi le Code, les principes du Code sont maintenant inscrits dans les stages de formation de base des employés de l'aide humanitaire et du développement.

Afin de rendre ce type de formation plus efficace et plus accessible aux autres, l'organisation 'Overseas Development Administration' du gouvernement britannique a financé la production d'une vidéo sur le Code pour la formation, à l'attention de la Croix Rouge. La production de la vidéo de neuf minutes se termine alors que nous publions ce Bulletin d'information, et des exemplaires pourront être obtenus en anglais, en français, en espagnol et en arabe, ainsi que d'autres versions sans son pour permettre le doublage dans toute autre langue.

Le Code de conduite sera également présenté au cours de la Conférence internationale de la Croix Rouge et du Croissant Rouge à la fin de l'année, où tous les gouvernements qui ont signé les Conventions de Genève seront représentés pour examiner le Droit humanitaire international et les actions d'aide et de protection humanitaires. Les gouvernements seront priés de soutenir une résolution les encourageant à appliquer le Code au cours de leurs entretiens avec les ONG et encourageant les ONG dans leurs pays à se conformer au Code.

Si vous désirez faire part de votre soutien, obtenir des exemplaires de la vidéo ou plus amples renseignements sur le Code, veuillez vous adresser à: The Disaster and Refugee Policy Department International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies, PO Box 372, 1211 Genève 19, Suisse. Tél: +41 22 730 4222. Fax: +41 22 733 039. E-Mail: walker@ifrc.org.

---

**La Fondation du Commonwealth approuve les nouvelles directives pour une bonne politique et de bonnes actions pratiques au profit des ONG**

**L**

e deuxième Forum ONG du Commonwealth a eu lieu entre les 18 et 23 juin à Wellington, Nouvelle-Zélande. Lors de cette rencontre, plus de 150 représentants de ONG ont approuvé le document intitulé *Non-Governmental Organisation: Guidelines for Good Policy and Practice* (Organisation non-gouvernementale: directives pour une bonne politique et de bonnes actions pratiques). Ce document énonce des directives pour une bonne politique et de bonnes actions pratiques au profit des ONG en elles-mêmes et dans leurs relations avec d'autres. Au cours des trois dernières années, le document a fait l'objet de concertations détaillées avant d'être présenté au Forum en Nouvelle-Zélande. Le document ayant été approuvé par les

délégués de ONG, il sera soumis aux chefs des gouvernements du Commonwealth lors de leur réunion en novembre, à Auckland, Nouvelle-Zélande.

Pour plus amples renseignements, veuillez vous adresser à: Christine Meyer, Information Officer, Commonwealth Foundation, Marlborough House, Pall Mall, London SW1Y 5HY, Royaume-Uni. Tél: +44 171 930 3783. Fax: +44 171 839 8157.

## Mise à Jour

**C**e chapitre vise à fournir sous une forme facile à consulter des informations sommaires provenant des ONG, des institutions de l'ONU et de la presse internationale, afin de tenir les employés sur le terrain au courant de la situation et des actions entreprises dans les situations de catastrophe et de conflit dans le reste du monde. Il ne prétend ni faire état d'une liste limitative des pays ou régions qui traversent actuellement des crises humanitaires, ni entrer dans les détails sur les pays mentionnés. Il ne cherche pas



non plus à formuler des opinions sur les développements ou les points de vue éditoriaux. Les employés sur le terrain qui ont accès à des informations sur un pays ou une région en crise sont invités à nous en

faire part.

### Afrique

#### *La région des Grands Lacs*

Actuellement, environ 3,2 millions de réfugiés et de personnes déplacées sont encore affectés par cette situation d'urgence régionale. Les mouvements de ravitaillement en aide d'urgence sont gênés par le manque total de sécurité, en particulier au Burundi; il est signalé qu'entre 50 et 100 personnes sont tuées chaque nuit et le nombre des attaques sur les routes est tel que les opérations de rapatriement du HCR entre le Burundi et le Rwanda continuent d'être effectuées par avion. La situation est rendue plus difficile du fait qu'en raison du peu de partenaires d'exécution dans la région, des véhicules privés sont utilisés et se voient souvent refuser l'entrée de zones de grande insécurité. La fermeture des camps au Rwanda a occasionné un afflux de réfugiés au Burundi et il est actuellement estimé que près de 215 000

réfugiés ont besoin d'aide. La majorité des incidents de sécurité signalés depuis les trois derniers mois ont eu lieu dans la capitale de Bujumbura et dans ses environs et dans des provinces comme Cibitoke. En conséquence, approximativement 300 000 personnes ont été déplacées à l'intérieur du territoire. La situation pour le personnel des ONG est inquiétante: il a été signalé à maintes reprises que des véhicules et des convois de ONG ont été attaqués et que le personnel a été menacé.

La FAO et le PAM font état que de bonnes récoltes ont contribué à la décision prise suite à une enquête effectuée conjointement par le gouvernement, le PAM et un donateur, qui recommande de réduire progressivement l'aide alimentaire générale apportée aux personnes déplacées à l'intérieur du territoire, d'ici mars 1996, puis de se concentrer sur ceux qui n'ont pas de terres et cibler les groupes vulnérables. Cette décision nécessite d'être contrôlée avec soin afin d'évaluer l'incidence nutritionnelle et sanitaire.

La situation au Rwanda demeure tendue. Bien que plus stable que son voisin le Burundi, il est fort possible que la violence se propage au-delà des frontières des camps armés de réfugiés au Zaïre, et les récents changements dans le gouvernement rwandais (la démission du Procureur général et le retrait du Premier Ministre, tous les deux Hutu) confirme une prise de position préoccupante qui se durcit sur le plan ethnique. Ces événements politiques dans le pays n'ont en rien amélioré les perspectives de rapatriement des réfugiés qui sont encore rassemblés en très grands nombres au Zaïre et en Tanzanie.

Suite à la suspension du rapatriement forcé des réfugiés par le gouvernement du Zaïre, le 25 août 1995, très peu ont répondu aux appels du HCR en faveur du

rapatriement volontaire et, malgré la fermeture de la frontière en mars, par le gouvernement de Tanzanie, le nombre total de réfugiés n'a cessé de croître lentement. Compte tenu de la lenteur à laquelle s'effectue le rapatriement des réfugiés, on craint de plus en plus que le gouvernement zairois résume les opérations de rapatriement forcé - Sadako Ogata a été informé que la date limite est fixée au 31 décembre 1995. La crainte de représailles ressentie par les réfugiés est tout à fait réelle et la fusillade de 100 villageois Hutu par les soldats du FPR pour se venger d'une attaque à la grenade sur une jeep du FPR n'a guère encouragé les réfugiés à s'en retourner.

Le programme de réhabilitation est en opération et cible les communes qui ont accueilli le plus grand nombre de personnes qui sont revenues. Des vivres sont fournis à l'appui de diverses activités de redressement initial et des programmes 'vivres contre travail' ont été lancés avec succès dans des domaines comme la construction de l'infrastructure, l'eau, les installations sanitaires et l'éducation. Les bonnes récoltes de juillet donnent de l'espoir à ceux qui sont revenus.

Le mandat des troupes UNAMIR a été prorogé et étendu. A présent, ces troupes fournissent un appui et une assistance à l'aide humanitaire offerte, en contribuant à la sécurité du personnel de l'ONU et à la formation des forces de police locales.

La sécurité dans les camps zairois est instable, malgré une légère amélioration depuis le déploiement du contingent zairois - un corps d'hommes consciencieux avec un mandat particulier pour la sécurité des camps. Néanmoins, en vue de l'évacuation de quarante employés d'aide d'urgence internationale en raison de l'insécurité qui règne à Goma, et de la destruction d'un camion CARE par une mine anti-tank dans un camp de CARE au début du mois de septembre, les services d'aide d'urgence font face à des difficultés considérables. La fermeture de la frontière entre le Rwanda et le Zaïre, les routes en très mauvais état et le prix croissant des billets de chemin de fer au Ouganda ont rendu difficile la distribution de rations générales, bien que, dans l'ensemble, les études sur les niveaux de nutrition n'indiquent pas de sérieuses détériorations. Un problème particulier est le besoin d'accroître les portions de farine de maïs dans les rations à Goma, compte tenu surtout des difficultés qui existent pour le moulin. Les camps de Bukavu ont eu les mêmes difficultés, mais aucune étude nutritionnelle n'a été effectuée récemment.

Il est signalé que la sécurité à l'intérieur des camps en Tanzanie est fragile, au point que, fin juin, les responsables des camps ont contacté le personnel de l'ONU en vue d'examiner les questions de rapatriement.

Il ne fait aucun doute que les populations tanzaniennes souhaitent renvoyer les réfugiés chez eux et le gouvernement approuve tous les projets de rapatriement internationaux. Des fonds en liquidités sont requis d'urgence pour rénover la ligne de chemin de fer de Tanzanie, si les rations alimentaires ont une chance d'être mieux distribuées.

Dans une optique légèrement plus optimiste, si une crise venait à se produire au Burundi, la communauté humanitaire est mieux préparée à cette éventualité en matière d'aide d'urgence que jamais auparavant. Les mesures de planification préalable ont été accrues depuis que la communauté internationale a été surprise par la crise au Rwanda, en avril 1994. Les donateurs, les ONG et les institutions de l'ONU, comme CARE, USAID, PAM, ECHO et DHA ont renforcé leur coordination régionale, y compris les bases de données du personnel et de l'équipement, les réserves et les systèmes logistiques.

### *Afrique australe*

Il était inéluctable que les événements dramatiques en Yougoslavie et au Rwanda aient fait les grands titres de l'actualité pendant l'année de 1994. Pendant ce temps, toutefois, l'Afrique australe a eu sa part de vastes mouvements de populations et de souffrances que ces catastrophes ont occasionnées. Bien des gens sont au courant de la terrible sécheresse de 1991/92 qui a laissé plus de 20 millions de personnes en très grand danger. Bien moins sont au courant qu'en mars 1994, le cyclone Nadya a laissé un million de personnes sans abri, suite aux vents violents de près de 150 km/h qui ont ravagé la côte nord du Mozambique. Trois mois plus tard seulement, de violents orages et des inondations ont rendu 20 000 autres personnes sans abri dans l'est de l'Afrique du Sud et aux Caps de l'ouest. Cette année, des inondations éclair se sont produites en Namibie, au Botswana, en Afrique du Sud et en Tanzanie. En 1995, il est estimé qu'au total, 13 millions de personnes risquent encore de confronter les problèmes cycliques générés par la sécheresse, qui font péniblement suite aux années de troubles politiques et de conflits armés qui, à eux seuls, ont causé le déplacement et la vulnérabilité de millions de personnes.

Cet héritage de catastrophes naturelles et complexes a donné lieu à la récente décision du 'South African Research and Documentation Centre' (SARDC) de créer un Projet régional d'informations sur la gestion des catastrophes (DMIP). Le projet vise à documenter, classer et consolider les données relatives aux catastrophes, en tirant profit de l'expérience et des conseils techniques acquis dans d'autres régions en développement. Plus amples renseignements peuvent être obtenus auprès du SARDC, PO Box 5690, Harare, Zimbabwe. Tél: +263 4 737 301. Fax: +263 4 738 693. E-

Mail: SARDC@Mango.zw.

### **Mozambique**

L'aide onéreuse (près de 1,2 milliard de dollars US) du HCR à la réinstallation des réfugiés de retour a baissé au cours des 18 derniers mois, suite au retour chez eux de près de 1,7 million de réfugiés provenant du Malawi, du Zimbabwe, du Swaziland, de l'Afrique du Sud et de la Tanzanie. Ceux qui ont choisi de rester dans leur pays adoptif appartiennent à diverses positions sociales. Les personnes de retour ont le droit de recevoir une aide de l'ONU jusqu'aux premières récoltes. Les bénéficiaires de l'aide alimentaire de l'ONU sont approximativement au nombre de 550 000, la majorité de cette aide étant distribuée par le biais de la Croix Rouge et de World Vision, en collaboration avec le HCR et le Noyau de soutien aux réfugiés du gouvernement (NAR). Sadako Ogata, Haut Commissaire (des Nations Unies) pour les réfugiés, a fait la remarque suivante: "Le Mozambique est la preuve réelle qu'il n'est pas vain d'espérer et que des solutions efficaces et durables aux problèmes des réfugiés peuvent être trouvées, si la volonté - et les fonds - existent".

Les élections qui se sont en grande partie déroulées dans le calme et que Frelimo a remportées - des résultats que Renamo a, généralement parlant, acceptés - et la paix qui s'ensuivit, ont permis le déblaiement des buissons et la plantation de maïs, et la situation globale sur le plan de la nourriture et de la nutrition continue à s'améliorer à travers le pays, en raison des récoltes relativement bonnes. Toutefois, bien que le Mozambique n'ait plus droit au "programme d'urgence" de l'aide humanitaire, 1,5 million de personnes sont encore menacées par la faim. Le PAM estime que 640 000 personnes continueront d'avoir besoin d'une aide alimentaire d'urgence en 1995-96, ainsi que 130 000 personnes de retour qui n'ont pas été en mesure de faire des semences pendant la récente saison de plantation.

Malgré les améliorations de la situation alimentaire en général, à mesure que l'économie mozambicaine se reconstruit, de nombreux réfugiés demeurent à l'extérieur du pays et d'autres continuent de le quitter pour l'Afrique du Sud. Un discours présenté par le Président de l'Afrique du Sud, Nelson Mandela, à l'ouverture du sommet annuel des chefs des gouvernements de la 'South African Development Community' (SADC), le 28 août, a lancé une note d'avertissement contre une libéralisation commerciale trop rapide, craignant que celle-ci attire des immigrants de toutes parts des pays de l'Afrique australe, avant que le pays ne soit prêt à les soutenir.

La préoccupation majeure est que, étant donné que les trois quarts du revenu du Mozambique proviennent de l'aide étrangère, le pays est tombé dans le piège de la

dépendance. Toutefois, il semble que des années de socialisme n'ont pas écrasé l'optique d'un marché libre parmi les Mozambicains, ce qui est évident vu le nombre de petites entreprises de la rue qui fleurissent dans les villes.

Auparavant, en juin, le Président Chissano a fait une allocution lors du 20e anniversaire de l'indépendance du Mozambique, demandant que la guerre soit déclarée contre l'une des préoccupations majeures du pays - la criminalité en hausse rapide qui est un débouché pour les jeunes mozambicains, à présent que le conflit entre Frelimo et Renamo semble avoir pris fin. Suite à la signature récente de l'Accord de coopération en matière de défense, le Portugal va fournir une aide organisationnelle et une formation aux forces armées du Mozambique.

### **Somalie**

Dans les zones portuaires de Mogadiscio et de Kismaayo, les problèmes de sécurité persistent, ce qui rend l'accès aux vivres difficile pour les résidents et pour les populations déplacées. Les hostilités entre clans qui se poursuivent, signifient que les importations et la distribution des réserves d'aide alimentaire dans le pays gênent les actions d'aide d'urgence. Malgré de récents signalements de forte malnutrition et de quasi-famine dans la région de Kismaayo et des camps de personnes déplacées, une étude nutritionnelle effectuée en juillet par MSF Belgique, en collaboration avec UNICEF, World Concern, Muslim Aid UK et la Société somalienne du Croissant Rouge, a révélé que la situation ne s'était pas détériorée depuis la dernière étude en septembre 1994. Les principales difficultés enregistrées dans l'étude concernaient: le manque d'opportunités d'emploi, le faible pouvoir d'achat et des récoltes réduites à la saison 'Gu'. Une étude effectuée en mai par le PAM-FEWS a révélé que, dans la région Bay et le long de la rivière Shebele, à mi-parcours et en aval, seulement la moitié de la région était cultivée comparé à la dernière saison 'Gu'. Les précipitations irrégulières pourraient signifier que cette année les récoltes de sorgho n'atteindront que 50 pour cent de celles de 1994. Les populations les plus menacées de pénuries alimentaires se trouvent dans les régions rurales où des rivalités entre clans empêchent le libre mouvement des gens, et le manque de facilités médicales aggrave le problème. En raison des niveaux élevés d'insécurité et d'inaccessibilité à Mogadiscio, les employés d'aide d'urgence internationale n'ont pu travailler en ville. Des programmes d'alimentation supplémentaires sont prévus afin de réduire les problèmes nutritionnels à court terme, mais ceci à condition que la milice n'intervienne pas.

Toutefois, les denrées alimentaires ne sont actuellement pas en manque alarmant. La période, avant les principales

récoltes, est toujours une période de faim, lorsque les prix ont tendance à grimper et la conséquence la plus immédiate de ces faibles récoltes se fera probablement plus sentir dans les zones urbaines par une hausse des prix.

### **Angola**

Depuis la signature de l'accord de paix, le 6 mai, le pays est resté calme, malgré l'ampleur de la violence commise par des groupes non-affiliés. La partition du gouvernement et des troupes UNITA et l'engagement manifeste qu'ils ont pris d'encourager le processus de paix, ont contribué à une amélioration de la sécurité dans l'ensemble, à la réouverture des routes de l'aide d'urgence dans des régions auparavant inaccessibles et il y a espoir que cette aide pourra être correctement ciblée. Dans l'attente du rapatriement volontaire de près de 300 000 Angolais en provenance de la Zambie et du Zaïre, des vivres ont été prépositionnés dans les zones frontalières du nord, prêts à être distribués. Toutefois, on craint que les récoltes de cette année ayant seulement enregistré des améliorations marginales par rapport aux années précédentes, 1,4 million de gens approximativement seront tributaires de l'aide alimentaire au cours de l'année qui vient, et 2,2 millions de personnes au total devront recevoir une aide alimentaire quelconque - ou un soutien non-alimentaire pendant l'année 1995/96.

L'espoir d'un rétablissement permanent de la paix s'est fait sentir en juin lorsque le Président Dos Santos et le MPLA ont offert la vice-présidence à Jonas Savimbi, cette possibilité ayant pratiquement été inconcevable seulement trois mois auparavant, alors que les armées continuaient d'être réarmées et réapprovisionnées. Il est projeté de prendre exemple sur l'Afrique du Sud en nommant deux Vice-présidents, l'un du MPLA et l'autre de UNITA, mais l'offre à Savimbi a manifestement pour condition que la démobilisation se poursuive. Malgré l'optimisme initial, le Conseil de sécurité de l'ONU est soucieux de la lenteur de la mise en oeuvre du Protocole de Lusaka, en particulier des délais dûs à la démobilisation et à la réintégration d'environ 140 000 troupes armées au total. Le Protocole prévoit que UNITA soit démobilisé et intégré aux *Forças Armadas Angolanas* (FAA), mais on détecte déjà que le MPLA a de la difficulté à contrôler son armée, sans parler d'une armée presque moitié plus nombreuse. Il reste également à savoir où iront les ex-soldats une fois démobilisés. Dans le programme de l'ONU, du gouvernement et des agences d'aide, qui prévoit de réintégrer et de réemployer des ex-soldats, seulement 150 000 dollars US sur les 55,8 millions de dollars US nécessaires à la démobilisation avaient été réunis au début du mois d'août.

Vu l'état de scepticisme profond concernant les accords de partage du pouvoir *per se*, la question militaire risque

de déstabiliser davantage la situation.

Le 7 août, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté à l'unanimité une résolution prorogeant le mandat de UNAVEM III (Mission de vérification de l'ONU en Angola) jusqu'en février 1996, accélérant ainsi le déploiement des unités d'infanterie UNAVEM et autorisant le Secrétaire général à renforcer l'unité des droits de l'homme de UNAVEM, selon le cas. L'ONU n'est guère disposé à reporter les préparatifs pour les élections dans le climat actuel, tant qu'ils n'ont pas d'indications précises que la réintégration des armées est bien en cours.

Toutefois, le non-respect croissant envers la loi de la part de chenapans, de groupes non-affiliés dans le pays, et l'insécurité croissante, suscitent des inquiétudes, car ces problèmes pourraient devancer les difficultés de réconciliation entre le MPLA et UNITA, une situation qui s'aggraverait si la réintégration des forces armées et la réinsertion des ex-soldats dans un emploi quelconque ne s'effectuent pas avec succès. Selon l'opinion des agences d'aide humanitaire qui essaient d'atteindre les nécessiteux, l'insécurité risque de les en empêcher, comme dans les environs de Luena dans la province de Moxico, et n'encourage pas les personnes déplacées à rentrer chez elles.

### **Soudan**

Les précipitations se sont améliorées dans le sud du Soudan depuis la mi-juillet, allégeant donc les conditions de sécheresse répandues dans le pays pendant le premier semestre de l'année, en particulier dans le sud-est du Soudan. En juin et juillet, l'insuffisance de précipitations dans l'est de l'Equatoria, causant une forte réduction des rendements et détruisant des récoltes, a fait accroître l'insécurité alimentaire dans la région, bien que les petits agriculteurs aient confiance que les deuxièmes semences produiront des résultats. Ailleurs dans la région sud du pays, le niveau des précipitations est généralement bon, bien qu'il soit très difficile aux agriculteurs d'obtenir des graines, ce qui nuira aux prochaines récoltes. Les livraisons d'aide alimentaire du PAM sont compromises, car le PAM n'a pas les ressources suffisantes pour maintenir son avion, son principal moyen de livraison, et attend une réponse à son appel de fonds pour le reste de l'année.

L'attentat manqué contre le Président Hosni Mubarak d'Egypte, le 26 juin à Addis Ababa, pour lequel Khartoum a publiquement été tenu responsable par l'Egypte, a sérieusement endommagé les relations, Mubarak s'en servant de prétexte pour soutenir les rebelles soudanais et en profitant pour sous-estimer Khartoum. Plus tard, un groupe d'extrémistes islamiques égyptiens a admis responsabilité pour l'attaque (bien qu'un lien avec le

Soudan n'ait pas été éliminé), mais le mal était fait, ce qui a donné lieu à un échange d'hostilités entre l'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie.

Par la suite, le 27 juillet, Khartoum a annoncé qu'ils étaient prêts à reprendre les pourparlers de paix avec le SPLA rebelle, en vertu d'une proposition soutenue par l'ancien Président américain, Jimmy Carter. A son retour d'un entretien avec Arap Moi du Kenya, le Ministre des Affaires étrangères de Khartoum, M. Taha, a annoncé que le Lt général al-Bashir avait informé qu'il était disposé à s'asseoir avec le Colonel John Garang du SPLA. Malgré l'espoir que les négociations commenceraient dans les semaines qui suivaient, des combats ont éclaté le long de la frontière avec le Ouganda. Puis ce fût au tour de Khartoum de refuser le cessez-le-feu, et il est à craindre que les autorités soudanaises ont repris l'enrôlement de jeunes au service militaire.

Le soutien de l'Ouest pour le Soudan est de nouveau compromis, le procès à Washington ayant démontré que des Soudanais étaient impliqués dans l'attentat à la bombe du World Trade Centre. Le Fonds monétaire international continue à refuser d'autoriser le retour du Soudan et prépare un deuxième programme fictif de six mois qui sera contrôlé de très près; en outre, on ne peut plus compter sur le soutien de la France, du fait que Alain Juppé, réputé pour s'être opposé aux relations antérieures de la France avec Khartoum, a récemment été élu Premier Ministre et que le principal allié du Soudan, Charles Pasqua, ancien Ministre de l'Intérieur, a été vaincu.

### **Région Liberia/Sierra Leone**

Le 18 août, une réunion de ECOWAS (Organisation économique des Etats d'Afrique occidentale) a eu lieu à Abuja, Nigeria, en vue d'examiner la procédure pour la paix du Liberia. Conformément à l'accord conclu à ce moment-là, un cessez-le-feu a pris effet le 26 août et il a été signalé qu'à la fin de la première semaine de septembre, il tenait toujours. Le 1er septembre, un Conseil d'Etat libérien composé de six hommes a été établi et semble avoir contrôle de la situation. Un certain optimisme gagne le pays.

Toutefois, la situation dans son ensemble est très décevante. Une bonne partie du territoire demeure inaccessible aux activités d'urgence, en raison d'une insécurité permanente et d'escarmouches, et des activités rebelles particulièrement tendues en Sierra Leone où les distributions de vivres ont été fortement gênées en conséquence. On estime que le nombre de personnes déplacées



dans le pays se situe entre 730 000 et plus de 1 million, et que le nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire dans la région est passé à 3,4 millions

(Liberia, 1,9 million; Sierra Leone, 500 000; Côte d'Ivoire, 234 000; Guinée, 603 000).

Tandis que les secteurs de l'ouest et du nord de la Sierra Leone sont relativement stables, dans les régions du sud et de l'est, des attaques sporadiques dirigées contre les civils et des menaces directes contre les convois que le chef du RUF a lancées le 5 septembre, s'intensifient. C'est dans la région de l'est du pays que la situation générale des populations affectées est particulièrement tragique, le niveau de malnutrition étant alarmant. Des décès dus à la famine ont été signalés, bien qu'ils n'aient pas encore été confirmés. A la fin du mois d'août, la mission d'une inter-agence à Kenema Daru et à Segbwema a effectué une évaluation de la situation alimentaire où des niveaux élevés de malnutrition ont été détectés. Les cas de malnutrition enregistrés sont dus en grande partie à la non disponibilité de vivres dans les régions de Bo, Kenema - où des transporteurs privés ont refusé de se rendre - de Seghwema et de Daru. Des centres d'alimentation thérapeutiques ont été établis à Kenema Town et MSF-Hollande a fait venir par avion un chargement de lait, de sucre et de médicaments, amené par pont aérien de Freetown à Kenema.

ECOMOG (Communauté économique du Groupe contrôlant les cessez-le-feu en Afrique occidentale) progresse au Liberia, exerçant depuis le printemps le contrôle des deux grandes routes principales qui mènent à Bomi et à Cape Mount, ce qui lui a permis bien plus facilement de joindre les populations dans les régions ouest du pays. Toutefois, bien que la sécurité soit meilleure dans les villes le long des grandes routes, on continue de signaler, dans les régions éloignées, des affrontements entre les deux factions ULIMO (Mouvement de libération unifié pour la démocratie au Liberia) qui pillent et commettent des atrocités contre la population civile. Dans le district du Upper Porpka, on signale que la situation alimentaire est désespérée. Malgré ses progrès, ECOMOG s'est affaibli depuis que le contingent de la Tanzanie à commencer de quitter les lieux pendant l'été. Au sommet de ECOWAS, l'ONU a accepté de proroger le mandat de UNOMIL (Mission d'observation de l'ONU au Liberia) jusqu'au 15 septembre, au plus tard, à moins que la mise en oeuvre des Accords pour la paix de Akosombo et de Accra progresse.

### **Europe**

#### **Ex-Yougoslavie**

La situation dans les Balkans demeure extrêmement fluide, changeant presque chaque jour. En mai, suite à la prise d'otages de l'ONU par les Serbes de Bosnie, l'ONU

a déployé des troupes supplémentaires dans la région, qui ont été constituées en Force de réaction rapide franco-britannique. Mais après les attaques des Serbes de Bosnie contre les enclaves protégées de Zepa et de Srebrenica en juin et juillet, puis les mouvements forcés des Musulmans hors de la région, et le Sommet de Londres des représentants du Groupe de contact, le contrôle de l'ONU a été transmis à l'OTAN.

Le 30 août, l'OTAN et les Forces de réaction rapide ont lancé une série d'attaques aériennes contre les bases militaires bosno-serbes aux alentours de Sarajevo, ayant été provoqués à réagir de manière décisive après des mois d'agression croissante de toutes les parties au conflit. Ces actions violentes se sont terminées par l'envoi d'un obus sur la place d'un marché, qui a fait 37 morts et des centaines de blessés. Au total, 10 000 résidents de la ville ont été tués depuis le début du siège de 41 mois. La décision de l'OTAN a résulté d'une intensification, au cours des deux derniers mois, de la pression sur les Serbes de Bosnie, à la fois par les Musulmans de Bosnie et par le retour dans la guerre des Croates qui ont lancé une offensive victorieuse sur Krajina. Il est prévu que les attaques se poursuivront jusqu'à ce que les Serbes de Bosnie retirent leurs armes lourdes du rayon de 20 km de la zone d'exclusion autour de Sarajevo. Ce retrait a été mené à bien le 21 septembre, lorsque les attaques aériennes ont été arrêtées.

Depuis cette intervention, tous les convois d'aide alimentaire ont été annulés, sauf ceux à destination de Bihac. La route de Sarajevo a été ouverte pour un nombre limité de convois au début septembre.

Il se peut que l'intervention militaire décisive de l'Ouest ait été influencée par l'arrivée du nouveau Président français, Jacques Chirac; il fallait, par ailleurs, que le Président Clinton écarte les offensives fort isolationnistes de ses nombreux adversaires républicains au Congrès. Quelle que soit la motivation, il ne fait aucun doute, à présent, que les Serbes de Bosnie sont sur la défensive, la balance des pouvoirs ne penchant plus en leur faveur. La victoire des Croates dans la région de Krajina a montré, pour la première fois, aux leaders des Serbes de Bosnie qu'ils pouvaient aussi subir une défaite, perdre des territoires et assister à l'exode de leurs propres populations. Pendant la deuxième semaine de septembre, les Musulmans-Croates ont lancé une majeure offensive qui leur a permis de saisir des villes importantes au centre et dans l'ouest de la Bosnie. En conséquence, 500 000 Serbes ont fui vers Banja Luka, la plus grande ville détenue par les Serbes dans la région et il est probable que cette dernière victoire occasionne d'autres tentatives. On soupçonne que cette offensive est en partie une manoeuvre tactique de la part des Serbes de Bosnie qui, ayant convenu en principe d'accepter un arrangement éventuel de 49 pour cent au

lieu de 70 pour cent du territoire qu'ils ont acquis depuis le commencement de la guerre, trouveront qu'il leur est plus facile de "persuader" leurs purs et durs si le territoire a, en fait, été repris.

Il se peut, à présent, que les leaders des Serbes de Bosnie aient à faire face à la vraie possibilité qu'ils perdront tout ce qu'ils ont conquis depuis le commencement de la guerre et réalisent qu'il est temps d'accepter une proposition sérieuse de se joindre à la table diplomatique.

Une nouvelle équipe de négociateurs, composée de Serbes et de Serbes de Bosnie et dirigée par le Président serbe Slobodan Milosevic, a été formée, mais les négociations, si elles ont lieu, ne seront pas faciles. Le gouvernement bosniaque enhardi n'acceptera plus d'échanges de territoires aussi facilement qu'il l'aurait fait dans les circonstances qui existaient au début de l'année. Les 'succès' de Tudjman dans les régions de Krajina et du centre et de l'ouest de la Bosnie peuvent le rendre plus déterminé à poursuivre l'optique de la 'Grande Croatie', et bien que le Président serbe Milosevic accueillerait favorablement un relâchement des sanctions pour la paix, il semble avoir un contrôle limité sur les leader et commandant des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic et Général Ratko Mladic. De même que les Serbes de Bosnie n'étaient guère disposés à 's'arrêter alors qu'ils tenaient le dessus', leurs ennemis vont trouver difficile d'en faire autant, et un arrangement stable, avec l'ONU pour intermédiaire, est loin d'être convenu. Même si la communauté internationale réussit à ne pas leur faire quitter la table des négociations, il se peut que l'Ouest n'ait pas le plaisir de jouer le rôle d'intermédiaire pour une solution multi-ethnique. Le 8 septembre, un accord a été conclu par toutes les parties dans le cadre du projet de paix des Etats-Unis, en vertu duquel le territoire conquis reviendrait à la Fédération des Musulmans Croates: il reste à voir s'il tiendra. Plus la faille entre le Premier Ministre musulman de Bosnie, Sladzic, et le Président Izetbegovic s'élargit, les récents commentaires de Izetbegovic suggérant un durcissement du même ordre que celui de leurs voisins Croates/Serbes, plus l'espoir de créer un état multi-ethnique diminue.

### **Croatie**

Selon les estimations de l'ONU, les combats en Croatie ont obligé près de 16 000 réfugiés (environ 11 400 Croates et 4 500 Musulmans), la majorité provenant de la région de Krajina, à passer de l'autre côté de la frontière du nord de la Bosnie. Les rations alimentaires continuent d'être distribuées à 20 000 réfugiés de la région de Bihac, qui campent actuellement en Croatie, bien qu'ils ne soient pas considérés des réfugiés et que leurs hôtes croates ne leur accordent pas le statut de réfugiés.

Le 4 août, l'offensive des Croates contre les régions

détenues par les Serbes a entraîné la capture, la destruction ou l'encerclement de la plupart des bases et postes d'observations de l'ONU. Deux membres du personnel de l'ONU, un Danois et 2 Tchèques ont été tués au cours de cette offensive, ainsi qu'un nombre inconnu de réfugiés serbes, malgré la surveillance de l'exode assurée par l'ONU.

La possibilité que d'autres mouvements de réfugiés se produisent, suscite de grandes inquiétudes. Au début du mois d'août, l'ONU a instamment prié 30 gouvernements de préparer un dispositif d'intervention pour 50 000 personnes déplacées au maximum, au cas où une situation d'urgence surviendrait, en sus de la protection et réinstallation supplémentaire requise pour les 5 000 victimes de la guerre au cours de cette année.

### **Bosnie**

Tous les convois d'aide humanitaire, sauf ceux à destination de Bihac, ont été interrompus au 30 août.

Les récents rapports de Bosnie ont mis l'accent sur le non-respect absolu du droit humanitaire international à l'intérieur et aux alentours des anciennes enclaves protégées de Srebrenica et de Zepa. Le 10 août, le Conseil de sécurité a adopté la Résolution 1010 (1995), demandant que l'ONU ait immédiatement accès aux Serbes de Bosnie déplacés et que la FICR soit autorisée à rendre visite et à prendre note de toute personne détenue contre sa volonté.

Il a été signalé que 10 000 civils de Srebrenica et 3 000 de Zepa sont portés disparus, tandis que les nombreux signalements de massacres, de personnes battues et de viols sont certainement vrais.

### **Serbie**

Les institutions de l'ONU ont convenu d'accroître le contingent de réfugiés de près de 150 000 en Serbie, et de 1000 en Montenegro, afin de couvrir l'afflux venant de l'ancienne région de Krajina, bien que d'autres annonces soient attendues.

### **Tchéchénie**

A la fin du mois de juillet, les négociations de paix ont repris à Groznyï, sous les auspices de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe). Au début du mois d'août, les Tchétchènes et les Russes ont commencé la mise en oeuvre de leur accord militaire en vertu duquel un cessez-le-feu et un échange de prisonniers étaient prévus en Tchétchénie, mais les perspectives de paix ont été ébranlées lorsque le leader tchéchène, Dudaev, a renvoyé l'aide qui participait aux négociations. Le cessez-le-feu est respecté dans l'ensemble, en dépit de coups de feu sporadiques. De grandes étendues de terres sont impraticables en raison

des mines.

Une aide humanitaire a été mobilisée pour les personnes déplacées en raison du conflit, principalement au Daghestan, en Ingouchie et en Ossétie du Nord, mais si les fonds restent au faible niveau actuel et que l'indifférence des donateurs persiste, il n'est guère probable que l'aide d'urgence aux personnes déplacées puisse continuer bien au-delà de la fin de l'année 1995.

La 'Mise à jour relative à l'appel consolidé de l'ONU pour la Tchétchénie', lancé le 17 juillet, a souligné que les fonds pour l'aide humanitaire souffraient d'un déficit de 5 millions de dollars US et le PAM estime que 2 millions de dollars US supplémentaires seront nécessaires pour couvrir les réserves destinées aux 118 000 personnes les plus désespérées, pendant les quatre mois d'hiver. Ces réserves doivent être en place d'ici la mi-septembre afin de s'assurer que le ravitaillement, le transport et la distribution des vivres puisse commencer d'ici le 31 décembre, lorsque toutes les activités de l'ONU cesseront en vertu de l'Appel mis à jour.

Les difficultés rencontrées par les organisations humanitaires pour atteindre les personnes détenues par les rebelles tchéchènes, rendent la situation difficile et ne facilitent pas les évaluations du nombre des victimes et de la situation. L'aide alimentaire et financière (en espèces) des autorités locales est épuisée et les réserves alimentaires de la plupart des familles d'accueil sont presque terminées. A moins que la pipeline du PAM ne soit réapprovisionnée, il est probable que la situation alimentaire devienne extrêmement grave.

### **Géorgie/Abkhazie**

A la date du 7 août, selon le Secrétaire général de l'ONU, les démarches en vue de résoudre ce conflit n'ont fait aucun progrès. Un représentant résident a été adjoint à l'Envoyé spécial afin de l'aider à mener à bien l'installation et le retour sans risques de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur du territoire, à maintenir l'intégrité du territoire et à établir, au cours de négociations, un statut particulier pour l'Abkhazie.

Le nombre total de personnes déplacées est estimé à 152 000 en Daghestan, en Ingouchie et en Ossétie du Nord, bien qu'il soit fort difficile d'évaluer leur nombre en raison de leurs mouvements continus. La distribution de vivres est entravée par les tensions qui éclatent entre l'Ingouchie et l'Ossétie du Nord, et aucun conducteur ingouche ou ossète ne peut donc être utilisé.

Au début du mois de septembre, une voiture piégée a explosé qui, il ne fait aucun doute, aurait dû être celle du Président Chervardnadze. Cet attentat, qui a laissé le Président, et d'autres passants, extrêmement secoué mais

non grièvement blessé, a ravivé la situation de conflit. A peine remis de ses émotions, le Président a fait part de sa détermination de redoubler les efforts pour supprimer les rebelles.

## Asie

### Sri Lanka

Au moment de cette publication, la situation au Sri Lanka est tendue, comme l'attente d'une offensive en septembre, avant la mousson due à la mi-octobre, s'accroît de jour en jour. Les affrontements violents en juillet se sont comparativement apaisés pendant tout le mois d'août, mais on craint que ce laps de temps ait servi à préparer d'autres offensives de la part du gouvernement et des Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul (Tlet) pendant la fin de la saison sèche. Au début du mois de septembre, le ferry *Iris Mona*, qui assure la liaison entre Trincomalee et les îles à l'ouest de la péninsule de Jaffna, a été détourné pour leurrer des navires qui ont ultérieurement été coulés, causant la mort de 21 personnes. Cet événement a envenimé la situation. On craint que les attaques et les explosions à la bombe qui ont lieu dans l'est du pays soient un 'exercice d'échauffement' avant une agression plus violente.

Les rapports contradictoires du groupe Tlet et du gouvernement permettent difficilement d'obtenir des estimations exactes du nombre des victimes, mais on laisse entendre que, pendant l'été, de nombreux civils sont morts, d'une part le 9 juillet, suite à la plus grande offensive lancée depuis 11 ans de guerre civile par le gouvernement contre le bastion séparatiste de Jaffna (*Operation Leap Forward*) (opération 'bond en avant') et, d'autre part, au cours de l'attentat à la bombe suicide du groupe Tlet qui a échoué, lorsqu'un camion rempli d'explosifs a explosé trop tôt près du siège des Tigres à Kondavil. En outre, on a signalé que plus de 200 000 civils s'étaient enfuis de chez eux dans la péninsule de Jaffna après l'attaque du gouvernement. Plus récemment, les tactiques du gouvernement semblent centrer sur le déploiement de véhicules de patrouilles mobiles dans le territoire contesté 'en retrait des lignes'.



Si le gouvernement lançait à nouveau une offensive militaire en ce moment, en vue d'acquiescer un avantage tactique dans la région de Jaffna, il ne pourrait obtenir le soutien dont il a besoin pour faire accepter ses propositions de déconcentration des pouvoirs. Cette action serait également mal accueillie par la communauté internationale. L'accès aux organisations humanitaires internationales demeure un problème particulièrement épineux. En juillet, les relations entre le gouvernement et le CICR ont été rompues, suite à

l'allégation que le CICR aurait communiqué clandestinement à la presse des informations sur l'attentat à la bombe d'une église à Jaffna, lors de l'*Operation Leap Forward* du gouvernement. Le CICR a été obligé, en conséquence, d'interrompre les envois de vivres vers le nord, après que le gouvernement ait levé son couvre-feu militaire, le 20 juillet, et que le groupe Tlet ait refusé de garantir qu'ils n'attaqueraient pas les navires de ravitaillement. Ceci a donc entraîné un arrêt du ravitaillement en vivres entre la mi-juillet et le début septembre, lorsque le premier envoi sous escorte depuis juillet a eu lieu. Les articles de la presse consacrés à ce désaccord ont depuis suscité le sud du pays à se demander pourquoi le gouvernement fournit-il donc des vivres pour le nord.

De plus, malgré les communications urgentes des agences d'aide et des ONG au gouvernement, et des délégations médicales envoyées à Colombo dans le but d'expliquer la gravité de la situation, les approvisionnements médicaux ne parviennent pas aux 200 000 personnes déplacées aux environs de Jaffna, en raison des combats. Les responsables du CICR ont instamment prié le gouvernement d'envoyer de toute urgence des combustibles et des médicaments dans la région, mais un barrage non officiel empêche ce ravitaillement et est la cause de terribles souffrances dans une ville et des hôpitaux déjà dévastés où s'entassent les victimes des bombardements continuels des Tamouls, bon nombre de ses victimes étant des enfants.

Dans l'ensemble, ceux qui tentent d'approvisionner le nord et l'est du pays, qui dirigent les populations vers des zones assistées et qui leur envoient des approvisionnements, font face à une situation de plus en plus difficile.

Dans sa tentative de retirer le soutien des Tamouls pour les Tigres, les propositions de déconcentration des pouvoirs, si longtemps attendues du gouvernement, ont été clandestinement communiquées fin juillet, mais la ferme opposition du clergé bouddhiste envers ces propositions n'est pas de bonne augure pour les lui faire accepter. Malgré l'optimisme manifeste de Madame le Président Sri-Lankais, Kumaratunga, tout laisse entendre que les propositions vont trop loin pour les Cinghalais et pas assez loin pour les Tamouls. Les problèmes majeurs causant spécifiquement cette discorde, sont l'attribution présumée de 12 pour cent de terres intérieures et de près de 70 pour cent des côtes à seulement 7 pour cent de la population et la crainte des conséquences d'une trop grande autonomie pour les régions. Comme on pouvait peut-être le prévoir, le groupe Tlet, par le biais de son journal intitulé *Inside Report*, a également rejeté les propositions de déconcentration des pouvoirs en soutenant que ce serait un suicide pour le groupe Tlet et pour les Tamouls.

Le gouvernement a accepté de rédiger à nouveau les propositions pour qu'elles soient prêtes en novembre. Mais les signes de mécontentement au sein du Parti ceylanais pour la liberté (SLFP) au pouvoir, qui seraient dûs à l'absence de Madame le Président et de ses conseillers privés aux réunions du Cabinet, ne donnent guère confiance.

De récents développements dans les relations du gouvernement avec l'Inde, après plus de dix ans de relations extrêmement tendues, ont indiqué que d'importantes améliorations ont lieu depuis quelques mois. L'indifférence croissante que l'Inde exprime envers le succès ou l'échec des Tamouls dans le nord du pays, a calmé les soupçons des Cinghalais à l'égard de l'impérialisme indien et a ouvert la voie pour une rencontre remarquablement amicale, même si elle n'a pas été particulièrement fructueuse, de Mme Kumaratunga avec le Premier Ministre de l'Inde, Narasimha Rao. Au cours de leurs entretiens, Madame le Président du Sri Lanka a proposé qu'une zone franche soit établie entre l'Inde et le Sri Lanka ou, en pratique, un bloc d'échange préférentiel sous les auspices de la SAARC (South Asian Association for Regional Cooperation) (Association de l'Asie du Sud pour une coopération régionale).

### **Bangladesh**

Il est estimé que les inondations au sud du Bangladesh, suite aux pluies torrentielles et au raz-de-marée en mai, ont touché 1,8 million de personnes et causé la mort de 58 autres au plus. Les inondations se sont ensuite étendues en direction du nord-ouest. Il a été signalé que les régions côtières étaient aussi détrempées qu'en 1991, causant des dégâts énormes aux récoltes sur pied, aux élevages de crevettes et aux marais salants.

En premier lieu, le gouvernement a pourvu à tous les besoins, ne demandant qu'une aide informelle des ONG en juin, en particulier pour les problèmes de santé urgents, comme la diarrhée et le paludisme, mais aucun appel officiel n'a été lancé pour une aide internationale. L'ONU et le DHA continuent néanmoins de surveiller la situation. La plupart des opérations d'urgence entreprises par les ONG et la FICR en conjonction avec le Ministère de la Gestion et de l'Aide d'urgence en cas de catastrophe du pays.

Plus récemment, bien que les pluies de mousson aient été plus abondantes qu'à l'ordinaire, dans l'ensemble, la situation concernant la santé des populations qui se trouvent dans les zones touchées par les inondations (34 districts sont signalés avoir été affectés) est stable.

### **Sources**

Rapports de situation du DHA à Genève

FEWS Bulletin  
Africa Confidential  
Rapports de situation du PAM  
Horn of Africa Bulletin  
The Economist  
Journaux britanniques  
Système d'information sur la nutrition des réfugiés (SINR)  
Nouvelles en bref du Centre d'information des Nations Unies au Royaume-Uni  
Rapports AIM de l'Agence de presse du Mozambique  
Bulletin d'actualités EURO-CIDSE  
Bulletin parlé  
Mise à jour du Soudan  
Communications personnelles avec les ONG

# Stages de Formation

## **International Critical Incident Stress Foundation Inc.**

Les ateliers organisés par International Critical Incident Stress Foundation Inc. soulignent le message du *Dossier thématique n° 10* du Réseau, sur la gestion et le soutien des agents de l'aide humanitaire et du développement, en particulier l'importance du soutien aux employés sur le terrain qui ont été témoins ou ont connu des situations extrêmement traumatiques au cours de leurs missions.

L'ICISF, une organisation à but non-lucratif basée à Maryland, Etats-Unis, se propose d'aider les particuliers et les organisations à atténuer l'impact du "stress traumatique". A cette fin, l'organisation organise une série d'ateliers chaque année portant spécifiquement sur la prévention du stress, l'éducation et les services de soutien pour tout le personnel d'urgence. Les ateliers couvrent divers programmes pour ceux qui ne possèdent que peu ou aucune formation formelle dans le domaine de la santé mentale, portant, par exemple, sur les techniques d'assistance psycho-sociale d'égal à égal et la manière d'aborder le "facteur famille", jusqu'à une formation approfondie dans ce domaine pour les cliniciens, les psychologues, les psychiatres, le personnel infirmier et les conseillers psychiatriques qui soignent les victimes souffrant de névrose traumatique.

Plus amples renseignements concernant l'adhésion, les ateliers et les conseils de base sur la manière de traiter le stress ou un trauma suite à un incident critique peuvent être obtenus auprès de: International Critical Incident Stress Foundation Inc., 5018 Dorsey Hall Drive, Suite 104, Ellicott City, MD 21042. Tél: +1 410 730 4311. Fax: +1 410 730 4313.

## **Southern African Disaster Management Training Programme (SADMTP)** (Programme de formation de l'Afrique australe pour la gestion des situations de catastrophe)

Les premiers 'diplômés' du SADMTP ont terminé le stage en juin cette année. Le programme enseigne aux participants la planification préalable et les actions dans les situations d'urgence, ainsi que la collecte de données, les compétences de facilitation et les campagnes de sensibilisation du public. Le stage, qui a commencé en janvier 1995, comporte six séances portant sur les domaines suivants:

- évaluation participative de la situation rurale
- collecte et traitement de données
- planification préalable et planification des actions dans

- les situations d'urgence
- introduction à l'enseignement des adultes
- évaluation de la vulnérabilité et des capacités
- planification et évaluation des programmes.

Un suivi et un soutien technique seront offerts aux stagiaires jusqu'en février 1996. L'établissement du programme et la mise au point de la documentation de formation sont en cours, en tenant compte des recommandations des stagiaires.

Plus amples renseignements sur les stages peuvent être obtenus auprès de Diane Lindsey, Federation Regional Delegation, 11 Phillips Avenue, Harare, Zimbabwe. Tél: +263 4 720315. Fax: +263 4 708784. E-Mail: ifrc@mango.zw.

## **European Union Disaster Preparedness/Mitigation**

**Projects** (Projets de l'Union européenne pour la planification préalable/l'allègement en cas de catastrophe) ECHO - le Bureau humanitaire de la Communauté européenne dirige un programme de planification préalable en cas de catastrophe qui, en 1995-96, affectera 5 millions d'Ecu dans des projets visant à créer une expertise et des technologies peu onéreuses pour la gestion en période de crise. Un groupe ECHO a sélectionné une première série de 14 projets pour des subventions d'une valeur supérieure à 2 millions d'Ecu. Dans chaque cas, l'objectif est de:

- former le personnel local sur les techniques de planification préalable en cas de catastrophe
- améliorer les capacités institutionnelles et administratives
- mettre en oeuvre des projets locaux à l'aide de technologies peu onéreuses.

Les critères auxquels les projets doivent répondre comprennent la durabilité à long terme, un impact favorable à l'environnement et preuve que les activités bénéficieront ceux qui sont les plus vulnérables dans une situation de catastrophe. Cette année, les projets comprennent un soutien pour l'équipe de Coordination et d'évaluation des catastrophes (DAC) du Bureau des affaires humanitaires (DHA) de l'ONU en Amérique Latine, un soutien pour les systèmes d'alerte précoce dans le Andhra Pradesh en Inde, la formation de directeurs d'urgence en Arménie et des systèmes d'alerte radio locaux dans les pays du Sahel.

Des renseignements peuvent être obtenus auprès de la Commission européenne, ECHO, rue de la Loi 200, 1049 Bruxelles, Belgique. Tél: +32 2 296 9485. Fax: +32 2 295 4551.

***Distance Learning Emergency Management Courses***  
(Stage de formation à distance sur la gestion des situations d'urgence)

L'université Charles Sturt avec la collaboration du Service d'urgence de l'Etat de Tasmanie offrent des stages de formation à distance préparatoires à un diplôme supérieur et niveau licence sur la gestion des situations d'urgence, pour toute personne intéressée en Australie ou dans le monde entier. Les stagiaires peuvent accomplir le programme entièrement chez eux, sur le terrain ou sur leur lieu de travail. Outre les directives très détaillées sur la manière d'apprendre, les étudiants sont en contact avec des tuteurs, eux-mêmes diplômés après avoir suivi les mêmes stages et assumant des fonctions importantes dans le domaine des services d'urgence. Les étudiants ont

également accès à la bibliothèque des Services d'urgence (Emergency Services Library) en Tasmanie, la bibliothèque de l'Institut australien pour la gestion des situations d'urgence (Australia Emergency Management Institute Library) à Victoria, et les bibliothèques de l'université Charles Sturt. Le premier stage commencera au début de l'année 1996.

Pour plus amples renseignements ou si vous désirez vous inscrire, veuillez vous adresser à: Admissions Office, Charles Sturt University, Locked Bag 676, Wagga Wagga NSW2678, Australie. Tél: +69 332121. Fax: +69 33206.

---

## Conférences

**S**i vous avez assisté récemment à des conférences, ateliers et/ou réunions qui vous ont particulièrement intéressés, ou si vous avez prévu d'assister à l'une de ces rencontres prochainement, veuillez nous en faire part!

Pour ceux qui ont accès à l'Internet, des informations régulièrement mises à jour concernant bon nombre de conférences sur la gestion en cas de catastrophe, la résolution des conflits, etc., sont envoyées sur le WWW.

### Comptes rendus des conférences précédentes

***"Huaraz 1970, Pérou 1995, DIRCN, "Conférence internationale sur les catastrophes naturelles", Huaraz, 29 mai - 1er juin 1995***

"Il ne fait aucun doute que la DIRCN est allée à la rencontre du Pérou. Nous espérons que le Pérou ira un jour à la rencontre de la DIRCN" (Eduardo Franco, Réseau pour les études sociales sur la prévention des catastrophes en Amérique Latine).

Le tremblement de terre à Huaraz, le 31 mai 1970, a été enregistré comme "l'une des pires catastrophes qui s'est produite au Pérou et probablement l'une des pires tragédies dans l'Hémisphère ouest". Au total, 70 000

personnes ont été tuées et 150 000 autres ont été blessées.

Dans le cadre de la Décennie internationale pour la réduction des catastrophes naturelles (DIRCN), le Comité national péruvien pour la DIRCN, en collaboration avec l'Institut géologique national et avec la participation de représentants des projets de développement régionaux et d'experts en matière de catastrophes naturelles, a officiellement organisé la "Conférence internationale sur les catastrophes naturelles", qui s'est tenue sur les lieux du tremblement de terre de 1970.

Eduardo Franco, qui assistait à la conférence, a eu le sentiment que, malgré le consensus qu'ont semblé atteindre les délégués sur le besoin d'aborder l'aspect de vulnérabilité aux catastrophes, il n'y avait pas suffisamment de débats sur le problème critique de la mise en oeuvre de tels projets dans la communauté péruvienne.

### ***Forum contre la violence ethnique: la guerre civile, l'ethnie et les médias***

Samedi 16 septembre, le Forum contre la violence ethnique a tenu une journée d'atelier sur *la guerre civile, l'ethnie et les médias*, à l'occasion de son Assemblée générale annuelle à 'University College' de Londres.

De brefs exposés ont été suivis par des débats visant à contester l'hypothèse universelle concernant l'importance ethnique dans les guerres civiles contemporaines. Au cours de ces débats, l'accent a été mis sur le fait que la manière dont les reportages de guerre sont présentés est souvent influencée par les perspectives des agents d'aide humanitaire internationale en mission dans les zones de conflits, tandis que, parallèlement, l'interprétation des médias en matière de guerre influe sur l'allure et la portée des interventions humanitaires.

Ils ont également examiné les pressions qui sont amenées à peser sur la manière dont les actualités sont présentées par différents médias, les possibilités de se servir des médias au cours des négociations de paix, et le fait que les constatations des anthropologistes ont tendance à être interprétées par les journalistes comme une confirmation des idées sur l'essentialisme ethnique.

Les intervenants comprenaient Paul Richards, UCL, *Reporting the New Barbarism* (Présentation du nouveau barbarisme); Ann Mackintosh, Oxfam, *International Aid and the Media* (L'aide internationale et les médias); et Kumar Rupesinghe de 'Alerte internationale', *Accessing the Media to promote peace* (Accéder aux médias en vue de promouvoir la paix).

D'autres informations sur les conclusions de ces débats peuvent être obtenues auprès de Tim Allen à: LPSS, South Bank University, London SE1 0AA. Fax: +44 171 815 5799.

### ***Convention cadre sur les changements climatiques - Berlin, 28 mars - 7 avril 1995***

La Première Conférence des Parties à la Convention cadre sur les changements climatiques (CCCC), qui s'est tenue cette année à Berlin entre le 28 mars et le 7 avril, a été organisée suite au Sommet de la Terre à Rio en 1992. En bref, la Convention sauvegarde l'engagement de tous les signataires de s'assurer que, d'ici l'an 2000, leurs émissions de gaz entraînant un effet de serre seront stabilisées aux niveaux de 1990. Toutefois, cet engagement ne donne pas l'impression, en général, qu'il impose des responsabilités suffisamment rigoureuses, en particulier aux pays industrialisés, et on craint dans l'ensemble que la Conférence du Printemps de 1995 n'ait guère contribué à améliorer la situation.

La conférence à laquelle assistaient 4 000 personnes s'est proposée d'examiner les manières dont la Convention pourrait être mise en oeuvre. Au cours de la conférence, il a été établi que les seuls pays susceptibles d'être en mesure, ou d'avoir la volonté politique, de s'assurer que cet engagement est tenu, sont l'Allemagne, le Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la

Suisse. Ceux qui, comme l'Alliance des petits Etats insulaires (AOSIS) - qui risquent de disparaître totalement en raison de la montée du niveau de la mer - demandaient que des engagements plus fermes soient pris à l'égard des émissions de gaz entraînant un effet de serre, en particulier les émissions de gaz carbonique, allaient être déçus, et pas seulement par les Etats qui ont besoin de combustibles fossiles pour leurs moyens d'existence économiques. Il était à prévoir que les Etats du Golfe, qui sont tributaires des exportations de pétrole et, dans une certaine mesure, le 'Groupe des 77 plus la Chine' qui soutient fermement 'le développement avant tout', feraient opposition à l'adoption de responsabilités plus rigoureuses. Mais le plus inquiétant est que le Japon, les Etats-Unis, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande (le groupe JUSCANZ ! de l'OCDE) n'étaient guère disposés à accepter le fait que l'Union européenne reconnaît que les propositions actuelles de la CCCC sont inadéquates et doivent être consolidées.

L'issue de la conférence, que l'on a surnommée le 'Mandat de Berlin', était vague et l'énoncé susceptible d'être interprété de différentes façons. En vertu du consensus éventuel, tandis que les pays en développement évitent d'être inclus dans les obligations plus rigoureuses de réduire les émissions, une opportunité a été offerte pour une 'mise en oeuvre conjointe' par laquelle les pays 'du nord' peuvent s'engager à la réduction des émissions dans les pays 'du sud' et considérer cette activité comme faisant partie de leur engagement envers les objectifs globaux visant à la réduction des émissions, un principe auquel les pays en développement résistent fermement.

Le compte rendu du groupe de travail spécial sur l'examen des conclusions de la réunion sera établi au début de l'année 1997, mais il semble que peu de progrès réels ne seront accomplis, à moins que les pays membres de l'OCDE ne fassent preuve d'une volonté politique - nullement apparente à Berlin.

### **Conférences à venir**

du 4 au 6 octobre, Washington DC, Etats-Unis

#### ***Troisième Conférence annuelle de la Banque Mondiale sur le développement écologiquement rationnel.***

S'adresser à: Alfredo Sfeir-Younis, ESD Conference, Room S-4055, World Bank, 1818 H St, NW, Washington DC 2043. Tél: +1 202 473 9361. Fax: +1 522 3244. E-Mail: dwinters@worldbank.org.

les 6 et 7 octobre, Washington, Etats-Unis

#### ***Assemblée annuelle du Réseau pour la foi et la justice africaines***

Tél: +1 202 832 3412. Fax: +1 202 832 9051

du 6 au 9 octobre, New York, Etats-Unis  
**Association pour la paix des Nations Unies et des Peuples Unis: désarmement, développement et gouverne mondiale participative**, une rencontre ONU/ONG.

S'adresser à: Dr Jeffrey J. Segall, 308 Cricklewood Lane, London NW2 2PX, Royaume-Uni. Tél: +44 181 455 5005. Fax: +44 181 209 1231.

le 11 octobre, ONU Genève, Suisse

**Journée internationale pour la réduction des catastrophes naturelles**

S'adresser à: International Decade for Natural Disaster Reduction (Décennie internationale pour la réduction des catastrophes naturelles). Tel: +41 22 798 6894. Fax: +41 22 733 8695. E-Mail: dha.idndr.gva@cgnet.com.

le 11 octobre, Tokyo, Japon

**Prévention, gestion et résolution des conflits en Afrique**

S'adresser à: Prof. Takashi Inoguchi de l'université des Nations Unies: Tél: +81 3 5467 - 1259. Fax: +81 3 3406 7347.

les 11 et 12 octobre, Mackay, Queensland, Australie

**Atelier sur les cyclones et les inondations**

S'adresser à: Tony Charles, Bureau of Meteorology. Tél: +61 7 3 864 8761 ou Sue Dargie, Bureau of Meteorology. Tél: +61 7 3 864 8775.

le 14 octobre, Quebec, Canada

**Symposium international sur la sécurité alimentaire en vue de commémorer le cinquantième anniversaire de la FAO**

S'adresser à: Jean-Charles Le Vallee. Tél: +1 418 691 7849. Fax: +1 418 691 7815.  
E-Mail: aaa1183@agora.ulaval.ca.

les 20 et 21 octobre, Paris, France

**Palestine: solidarité et développement**

Parrainé par Plateforme des ONG françaises pour la Palestine. CIMADE/Service Solidarités Internationales. Tél: +33 1 44 18 60 50. Fax: +33 1 45 55 72 53.

du 23 au 26 octobre, Genève, Suisse

**Symposium sur les personnes déplacées à l'intérieur d'un pays**

Parrainé par CICR, Hôtel Chavannes-de-Bogis (tentative).

du 26 février au 1er mars 1996, Mexico City, Mexique

**Allègement des catastrophes dans les hôpitaux et les dispensaires: formulation de directives pour l'Amérique Latine et les Caraïbes**

S'adresser à: (PAHO/OMS). Tél: +202 861 4325. Fax: +202 775 4578. E-Mail: disaster@paho.org.

du 17 au 26 mars 1996, Sheffield, Royaume-Uni  
**Conférence européenne sur le stress traumatique dans les services d'urgence, les opérations de pacification et les organisations d'aide humanitaire**

Organisée par Trent RHA et l'Association européenne pour les études sur le stress traumatique, University of Sheffield, Royaume-Uni.

S'adresser à: Roderick Orner. Tél: +44 1522 560617.

du 9 au 12 avril 1996 Centre for Refugee Studies, Moi University, Eldoret, Kenya

**5e Conférence internationale du Comité consultatif et de la recherche sur la migration forcée**

Au Royaume-Uni, s'adresser au: Royal Institute for International Affairs, Chatham House, London SW1Y 4LE, Royaume-Uni. Tél: +44 171 957 5700. Fax: +44 171 957 5710.

A Eldoret, s'adresser à: Monica Kathina, IRAP Local Secretary, Centre for Refugee Studies, Moi University, PO Box 3900, Eldoret, Kenya. Tél: +254 321 43620 poste 240. Fax: +254 321 43047.

## Publications

**MSF and Tuberculosis Policy Paper** (Document directif sur le MSF et la tuberculose), Medical News, tome 4, numéro 1, avril 1995. Médecins sans frontières, en collaboration avec Epicentre.

Le journal 'Medical News' paraît deux fois par mois et est distribué à tout le personnel d'exécution de MSF. Il vise à promouvoir l'échange d'idées et d'expériences pratiques au profit de tout le personnel du MSF et contient des rapports pratiques, des études de cas et des documents d'un intérêt général.

Ce numéro de Medical News, comme le document directif précédent sur le SIDA (Medical News tome 3, n° 5), est un projet de document. Il est prévu de le diffuser sur le terrain lors de réunions appropriées et que les commentaires soient ensuite communiqués au siège de MSF et intégrés au document directif final. Ces documents sont rédigés par des agents d'exécution dans des domaines spécifiques de l'aide humanitaire - le présent document portant sur la tuberculose fournit des renseignements généraux et énonce des principes qui devraient être appliqués pour le traitement de la tuberculose, des directives recommandées par MSF et les besoins des cas particuliers, comme les enfants ou les personnes atteintes du SIDA ou séropositives.

**The Nature of Future Conflict** (La nature du conflit futur), Richard Connaughton, 1995, Leo Cooper, Pen & Sword Books Ltd, Freeport 47 Church Street, Barnsley, South Yorkshire S70 2BR. ISBN 0 85052 460 1, prix £19,95. Un document CIP pour cet ouvrage peut être obtenu auprès de la British Library (bibliothèque nationale).

Après avoir passé plus de 30 ans dans l'armée, Richard Connaughton décrit la nature du conflit futur dans une perspective historique bien fondée. Cet ouvrage fait partie d'une plus grande série de publications et d'études du même auteur, dans lesquelles il examine la manière dont se sont effectuées les interventions militaires au cours du vingtième siècle.

Dans *Nature of Future Conflict*, Connaughton s'exprime sur les récents développements des opérations de pacification et de mise en application de la paix depuis la chute du Mur de Berlin et le risque amoindri d'un conflit majeur qui s'est ensuivi. Il soutient que la fréquence accrue du 'nouveau' conflit - de faible intensité et entre états - qui continuera probablement dans les prochaines années à venir, a d'importantes conséquences pour les dirigeants militaires. "Ce bouleversement dans le monde du conflit a fait perdre l'équilibre à l'Organisation des Nations Unies, qui avait été fondée dans le but de traiter

du conflit entre états et qui est lente à s'adapter". En vue de l'importance de l'ONU qui s'accroît dans les opérations militaires et de pacification, il critique honnêtement ses résultats actuels, quant à ses procédures et la motivation de ses membres.

Dans trois annexes à l'ouvrage, il résume sous forme tabulaire ses principales conclusions sur les types de conflit envisagés par le gouvernement britannique, une sélection de conclusions que les Etats membres ont envoyées au Secrétaire général de l'ONU concernant un réexamen possible de la liste des membres du Conseil de sécurité, et les dix progrès technologiques éventuels les plus significatifs de l'armée américaine.

**Ethiopia: Breaking new ground** (Ethiopie: en voie d'innover), Ben Parker, Oxfam Country Profiles (Profils de pays par Oxfam) 1995. Oxfam, 274 Banbury Road, Oxford OX2 7DZ, Royaume-Uni. ISBN 0 85598 270 5.

Les ouvrages intitulés 'Oxfam Country Profiles' ne sont pas seulement une liste de statistiques utiles. Il s'agit d'une série exceptionnelle d'ouvrages qui décrivent le contexte social, économique et écologique des activités de Oxfam dans un pays spécifique.

L'ouvrage intitulé *Ethiopia Country Profile* (Profil de l'Ethiopie) offre une description sensible et bien rédigée du passé historique de l'Ethiopie et de sa culture, de son économie et des obstacles à la sécurité alimentaire et à la subsistance, et met au défi l'opinion de ceux qui pensent que l'Ethiopie est un pays frappé par la famine et le conflit. L'auteur, Ben Parker, a passé six ans en Ethiopie, et la manière dont il écrit reflète ses sentiments à l'égard du pays et de ses habitants. De très belles photos de paysages, d'habitants et de moeurs, présentées de façon claire, rend cet ouvrage très agréable à lire et très instructif.

D'autres publications dans la série sont consacrées au Bangladesh, au Burkina Faso, à l'Ethiopie, à l'Inde, au Rwanda, au Sénégal, au Viêt Nam et au Zimbabwe. Des profils concernant le Mali, le Kenya, le Népal et le Pakistan sont en cours de préparation.

**The Oxfam Handbook of Development and Relief** (Le manuel de Oxfam sur le développement et l'aide d'urgence) Oxfam Royaume-Uni 1995, publié par Oxfam (Royaume-Uni et Irlande), 274 Banbury Road, Oxford OX2 7DZ, Royaume-Uni. ISBN 0 85598 273 X - livre relié; ISBN 0 85598 273 8 - livre de poche. S'adresser à: Refugee Studies Programme, Queen Elizabeth House, 21 St. Giles, Oxford OX1 3LA. Prix £24,95 en livre de poche et £49,95 en livre relié.

Ce manuel impressionnant repose sur l'expérience de

Oxfam Royaume-Uni au cours de ses activités de développement et d'aide d'urgence dans plus de 70 pays. Cet ouvrage est représentatif des principes fondamentaux de Oxfam et constitue un livre de référence complet pour les agents d'exécution et les planificateurs, les décideurs et les analystes sociaux, les enseignants et les étudiants dans les domaines du développement et de l'aide d'urgence. Il couvre des secteurs directifs très diversifiés, comme la santé, les droits de l'homme, l'aide d'urgence, le renforcement des capacités et la production agricole. Le manuel est publié en 3 tomes en livre de poche (les tomes 1 et 2 du livre relié sont regroupés en un seul):

*Tome 1* fait part des idées et des problèmes essentiels à la compréhension de l'analyse dans la totalité du manuel: manière de procéder de Oxfam dans le domaine du développement et de l'aide d'urgence; attention portée sur les populations; renforcement des capacités pour le développement.

*Tome 2* porte sur des domaines spécifiques du développement - la production, la santé et les urgences et contient un index pour les tomes 1 et 2.

*Tome 3* est un annuaire des ressources dans lequel figurent plus de 500 organisations nationales et internationales qui offrent conseils, informations et financement pour les activités de développement et d'aide d'urgence.

**International Review of the Red Cross** (Examen international de la Croix Rouge), Comité international de la Croix Rouge pour le Mouvement international de la Croix Rouge et du Croissant Rouge

Un simple rappel sur cette publication officielle du Comité international de la Croix Rouge, qui en est à sa 35<sup>e</sup> année et continue d'être publiée tous les deux mois, dans cinq langues - le français, l'anglais, l'espagnol, l'arabe et le russe - et certains articles sont aussi traduits en allemand. Créée en 1869, elle continue d'assurer un forum pour la réflexion et les commentaires et sert d'ouvrage de référence en mission et de principes directeurs pour le CICR et la FICR. Elle est spécialisée dans le domaine du droit humanitaire et autres aspects des activités humanitaires et sert de document sur lequel sont enregistrés les événements et activités du Mouvement, et de source d'informations constamment mises à jour.

**Interaction Member Profiles 1995-96** (Profils des membres de Interaction pour 1995-96), 5<sup>e</sup> édition 1995, Interaction, American Council for Voluntary International Action, 1717 Massachusetts Avenue NW, Suite 801, Washington DC, 20036 ISBN 0 932140 27 0. Prix \$40,00.

Cette publication est un ouvrage louable et un atout pour

toute ONG internationale ou organisation engagée dans des activités humanitaires. Cette édition mise à jour contient des informations détaillées sur plus de 150 organisations privées bénévoles aux Etats-Unis dans les domaines de l'aide d'urgence et du développement dans le monde entier, et amples informations sur les bureaux d'exécution et les ONG affiliées étrangères.

Outre une liste des noms du personnel de direction, leurs adresses, numéros de téléphone, fax, E-Mail, télex et câble, cette publication *Member Profiles* fait un bon portrait d'ensemble de ses organisations membres et comprend des informations financières détaillées, ainsi que la philosophie et les objectifs de l'agence, les pays où elle est opérationnelle, ses programmes, ses parrains et le nom de ses publications.

Que vous recherchiez une vue d'ensemble, un contact professionnel ou un service utile, un employeur potentiel ou un bénéficiaire pour des dons, vous ne pouvez mieux faire que de commencer par cette publication.

***An Analysis of Domestic Legislation to Regulate the Activities of Local and Foreign NGOs in Croatia, Kenya, Rwanda and Uganda*** (Une analyse de la législation intérieure en vue de réglementer les activités des ONG locales et étrangères en Croatie, au Kenya, en Rwanda et en Ouganda), Edward A Adiin Yaansah, Refugee Studies Programme et Centre for Socio-legal Studies, University of Oxford. ISBN 09512206 3 7. S'adresser au: Refugee Studies Programme, Queen Elizabeth House, 21 St. Giles, Oxford OX1 3LA.

Cette publication est fascinante. Parmi la multitude de codes de conduite préparés et promus par les agences internationales, cet ouvrage examine le problème des dispositions réglementaires, du point de vue des mécanismes nationaux pour une réglementation dans les pays bénéficiaires. Le contexte législatif pour réglementer les activités des ONG est en grande partie relativement nouveau et cet ouvrage suggère que les récentes tentatives de renforcement du contrôle de l'Etat sur les ONG ont été engendrées par le mécontentement exprimé en raison des résultats des ONG. Cette publication souligne les dilemmes auxquels font face le gouvernement et les ONG dans leurs tentatives de réglementation et de coordination des activités non-gouvernementales, notamment, la manière d'assurer cohérence et responsabilité sans supprimer l'indépendance, la créativité et l'innovation qui sont à l'origine du succès des ONG. Cet ouvrage contribue fort aux publications sur la réglementation et est aussi un guide pratique sur la législation affectant les ONG dans les pays faisant l'objet d'une étude de cas.

***Mercy Under Fire: War and the Global Humanitarian***

***Community*** (L'indulgence sous le feu: la guerre et la communauté humanitaire mondiale), Larry Minear et Thomas G Weiss, 1995. ISBN 0 8133 2566 8 (livre relié), 0 8133 2567 6 (livre de poche), Westview Press, 5500 Central Avenue, Boulder, Colorado 80301-2877 et 12 Hid's Copse Road, Cumnor Hill, Oxford OX2 9JJ.

Ces deux auteurs ont une grande expérience des problèmes humanitaires et de développement, domaines dans lesquels ils travaillent de la part d'organisations non-gouvernementales et de l'ONU, et ont beaucoup écrit sur la sécurité internationale et l'humanitarisme. Cet ouvrage examine le milieu changeant des opérations humanitaires et leur nouvel enjeu qui consiste à travailler dans des conditions d'insécurité et de conflit. Il énonce les principes directeurs de l'humanitarisme et évalue les obstacles et les manières de les surmonter et de travailler avec ces obstacles, et conclut par des recommandations pour les actions futures.

Cet ouvrage traite de diverses crises humanitaires récentes et actuelles, allant du Nicaragua au Cambodge en passant par le Koweït et le Rwanda, et offre aux non-spécialistes une vue d'ensemble de la situation actuelle en se servant d'exemples de projets.

***Planning for Training and Development: A Guide to Analysing Needs*** (Planification pour la formation et le développement: un guide permettant d'évaluer les besoins), Kerry Thomas et Theresa Mellon, Save the Children, 1995. Publications Sales, Save the Children, 17 Grove Lane, Londres SE5 8RD. ISBN 01 870322 93 2. Prix £9,50.

Ce manuel se propose de suggérer des méthodes pour évaluer correctement les besoins avant d'accorder du temps et des fonds à des activités de formation et de développement, et d'aider à tirer profit des programmes au maximum. Il s'agit d'un ouvrage pratique, destiné aux directeurs et autre personnel des ONG chargés de définir les besoins en formation et en développement, de créer des projets et des budgets et d'évaluer les programmes. Il se sert de l'expérience du personnel des ONG et fournit des exemples d'étude de cas qui illustrent les usages et les domaines problématiques.

***Nutrition Matters: People, Food and Famine*** (Questions de nutrition: les populations, les vivres et la famine), Helen Young et Susanne Jaspars, 1995. Intermediate Technology Publications, 103/105 Southampton Row, London WC1B 4HH.

***Nutrition Guidelines*** (Directives en matière de nutrition), Nutrition Units, Médecins sans frontières - Hollande, France et Belgique. Paris, février 1995.

Les publications *Directives en matière de nutrition et Questions de nutrition* adoptent deux méthodes différentes pour aborder le problème majeur de la nutrition dans les situations d'urgence, mais partent du même principe, à savoir que le modèle type d'une urgence et la notion que la nutrition est un problème de santé lié aux situations d'urgence ne sont plus valables.; la nutrition et l'accessibilité à des denrées alimentaires sont des problèmes sociaux complexes souvent liés à un contexte politique.

La publication *Questions de nutrition* est la plus conceptuelle des deux, car elle établit de nouvelles bases pour le rôle de la nutrition en période de famine. En choisissant Darfur pour leur étude de cas, les auteurs se sont servis de ces bases pour analyser les causes fondamentales de malnutrition, les phases d'une famine et les risques de maladie et de décès. Le changement institutionnel et politique nécessaire pour mener à bien la mise en oeuvre des interventions appropriées est aussi examiné et des directives sont offertes en vue d'effectuer des évaluations et d'autres interventions possibles. Ces directives sont fondées sur les opinions et l'expérience des auteurs en leur qualité d'agents d'exécution en périodes d'insécurité alimentaire et de famine, et en leur qualité de nutritionnistes.

L'ouvrage *Directives en matière de nutrition*, publié par MSF Hollande, France et Belgique, est un manuel plus pratique. Il ne s'agit, semble-t-il, ni d'un autre ouvrage académique sur la nutrition, ni d'une tentative visant à définir les problèmes de nutrition et mettre en oeuvre des actions appropriées à la manière d'un 'livre de recettes'. L'objectif énoncé de cet ouvrage est de 'faciliter l'application de notions et de principes fondamentaux nécessaires à l'évaluation des problèmes nutritionnels et à la mise en oeuvre de programmes nutritionnels, afin d'aider les populations dans les situations d'urgence'.

Tous les départements de MSF contribuant à la standardisation des méthodes nutritionnelles d'urgence et d'un style 'manuel', cet ouvrage est relativement facile à consulter sur: la définition des crises alimentaires; l'évaluation des situations nutritionnelles; les manières d'assurer la disponibilité et l'accessibilité adéquates de denrées alimentaires de base; des programmes d'alimentation sélectifs et les procédures d'évaluation. Un livre de référence complémentaire utile pour un nutritionniste ou un agent d'aide humanitaire.

**“Rwanda: Which Way Now?”** (Rwanda: dans quelle direction maintenant?), David Walker, un Profil de pays de Oxfam, 1993.

**“Rwanda: An Agenda for International Action”** (Rwanda: un ordre du jour pour une action internationale), Guy Vassall Adams, Oxfam Publications, 1994.

Le premier ouvrage a été rédigé en 1993, au moment où le génocide au Rwanda était en gestation. Le deuxième a été rédigé en septembre 1994, peu de temps après les vagues de décès et de fuite. La complémentarité de ces deux publications est frappante: tous les risques et vulnérabilités énumérés dans la première sont abordés dans la seconde. Dans le premier ouvrage, le contexte du développement, sur le plan politique et de la sécurité, est présenté de manière compétente comme une variable parmi tant d'autres, tandis que tous les autres aspects en sont devenus tributaires au moment où le deuxième ouvrage a été écrit. Il est intéressant de noter le contraste entre le dernier chapitre de *Which Way Now?* intitulé *On the Edge of the Abyss* (Au bord de l'abysse), plein de pressentiments, mais mettant l'accent sur l'importance des forces macroéconomiques générales. Le dernier chapitre de *An Agenda for international action* est au contraire consacré à de multiples recommandations spécifiques pour l'ONU, les ONG, les donateurs et les gouvernements régionaux.

**“The Rwandese Crisis (1959-1994), From Cultural Mythology to Genocide”** (La crise rwandaise (1959-1994), de la mythologie culturelle au génocide), Gérard Prunier, C Hurst and Co Publishers.

Un ouvrage fort recommandé qui réussit à conjuguer la précision d'information avec la profondeur théorique. L'auteur, un “africaniste” français éminent, a eu le privilège d'effectuer sa recherche sur le Rwanda tout en rencontrant des représentants officiels du FPR et des décideurs du gouvernement français. Le résultat de cette unique association est un document impressionnant sur cette crise exceptionnelle, qui sera classé parmi les meilleurs publiés jusqu'à présent.

**The World: Third World Guide 1995/96** (Le monde: guide 1995/96 sur le tiers monde), Instituto del Tercer Mundo, Juan D Jackson 1136, Montevideo 11200 Uruguay. Oxfam UK/1 ISBN 0 85598 291 8. Prix: £24,95.

Publiée pour la première fois au Mexique en 1979, cette publication recommandée contient une grande diversité de faits, de chiffres et d'opinions à jour concernant 217 pays, de nouvelles informations sur les nouveaux pays de l'Asie centrale, de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est, et des cartes, des diagrammes et des statistiques. Elle constitue un grand livre de référence à consulter pour obtenir quelques faits faciles à comparer, non seulement sur les pays du tiers monde, mais aussi sur des organisations internationales comme l'Organisation mondiale du Commerce récemment établie et l'ONU. Proclamant être 'Le monde tel que le perçoit le tiers monde', elle offre des commentaires sur les problèmes majeurs du tiers monde, comme la démographie,

l'endettement et les droits de l'homme, et des rapports sur les tentatives visant à trouver des 'solutions mondiales' à ces problèmes.

Contenant un index alphabétique complet sur les pays, leurs problèmes et leurs populations, cette publication est extrêmement détaillée et facile à consulter.

### Nouveaux développements ...

**John Borton**, coordinateur du RRN, est devenu, en janvier cette année, chef de l'équipe de l'Evaluation de l'aide humanitaire au Rwanda par plusieurs bailleurs de fonds, et au cours des 9 derniers mois, s'est occupé de la coordination d'une équipe de 18 spécialistes et de la rédaction du rapport final. Nous espérons que bon nombre des résultats de l'étude seront publiés au sein du RRN en 1996.

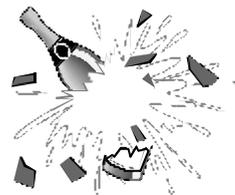
**Laura Jackson** est la dernière personne qui s'est jointe à l'équipe en juillet, ayant été désignée coordinatrice-adjointe du RRN. Avant de faire partie de l'équipe du RRN, elle était impliquée dans l'Evaluation de l'aide humanitaire au Rwanda. Elle a travaillé auparavant pour le Parlement européen et la Commission européenne, le 'Liberal Democrat Policy Unit' et en qualité d'experte en affaires publiques et de chercheuse indépendante.

**Joanna Macrae**, chercheuse dans l'équipe du RRN, est devenue co-rédactrice du journal *Disasters* (Catastrophes) avec **Charlotte Benson**, elle aussi chercheuse à ODI. *Disasters* est le seul journal qui regroupe la recherche sur les catastrophes et la gestion de l'aide d'urgence et des situations d'urgence. Traitant de tous les types de catastrophes, de celles qui surviennent soudainement, comme les tremblements de terre et les inondations, aux famines et à la migration de réfugiés, et ayant une optique géographique mondiale, *Disasters* encourage l'échange mutuel d'idées et d'expériences entre les exécutants en matière d'aide d'urgence et les scientifiques. Le journal maintient un équilibre entre les comptes rendus pratiques des agents d'aide humanitaire et de développement, les études de cas, les articles d'un intérêt général et les documents scientifiques. Il contient également des critiques de livres et des comptes rendus de conférences, et accueille avec plaisir lettres et commentaires.

La nouvelle adresse **E-Mail** du RRN est **rrn@odi.org.uk**. N'hésitez pas à vous en servir pour nous envoyer vos commentaires, suggestions, comptes rendus et articles et nous faire connaître votre adresse E-Mail.

Et pour conclure, nous présentons toutes nos félicitations à:

**Véronique Goëssant**, ancienne administratrice du RRN et à son mari, qui ont annoncé la naissance de leur fille, Camille Marie, le 28 août 1995.



**Nathalie Shellard**, née Vegezzi, actuelle administratrice du RRN, qui s'est mariée le 1er juillet 1995.

## **Réseau “Aide d'Urgence et Réhabilitation”**

**EuronAid**, l'Association Européenne des Organisations Non-Gouvernementales pour l'Aide Alimentaire et l'Aide d'Urgence, créée en 1980, a pour but de fournir la logistique et des services financiers aux ONGs utilisant l'Aide Alimentaire de la CEE dans ses programmes de développement et d'aide d'urgence. EuronAid est basé à la Haye. Les organismes membres d'EuronAid sont: ADRA Allemagne, AMI, CAFOD, Care UK, Caritas Belgique, Caritas Allemagne, Caritas Italie, Caritas Pays-Bas, Caritas Espagne, Catholic Relief Services, Christian Aid, Concern, Deutsche Welthungerhilfe, Diakonisches Werk der EKD, Diakonisches Werk der EKD/Bremen, Dutch Interchurch Aid, Help, Lutheran World Federation, Oxfam Belgique, Oxfam UK, Prosalus, Save the Children Fund, Secours Catholique, Secours Populaire Français, SOS Sahel International, Tear Fund UK et Trocaire. Food Aid Management (USA) et World Council of Churches ont le statut d'observateur. **Le Groupe de Travail d'EuronAid sur la Formation et la Recherche** est représenté par 6 organismes membres et constitue le groupe de référence du Réseau.

**Overseas Development Institute** fondé en 1960 est un institut de recherche indépendant, à but non-lucratif. L'Institut est engagé dans la recherche liée aux politiques sur un grand nombre de thèmes et problèmes affectant les relations économiques entre le Nord et le Sud et qui influencent les politiques sociales et économiques des pays en voie de développement. Outre le nouveau Réseau "Aide d'Urgence et Réhabilitation", ODI gère également 4 autres réseaux spécialisés pour praticiens et chercheurs dans la recherche agricole, la gestion de l'irrigation, le développement pastoral et dans le développement rural des eaux et forêts. ODI compte actuellement plus de 30 chercheurs et associés et environ 25 administratifs.

**Le Réseau "Aide d'Urgence et Réhabilitation" est financé par EuronAid grâce à des fonds provenant de la Commission Européenne.**

*Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter:*

Relief and Rehabilitation Network  
Overseas Development Institute  
Regent's College  
Inner Circle  
Regent's Park  
Londres NW1 4NS  
Royaume Uni

Tel: +44 (0) 171 487 7601/7591

Fax: +44 (0) 171 487 7590

E-mail: [rm@odi.org.uk](mailto:rm@odi.org.uk)